Niveau(x) d'enseignement: 5 Numéro EDUQ : 8270758
Centre d'intérêt: 220

Dumas, Suzanne.

Une génération silencieusement lucide? : vers un profil socio-culturel des jeunes de 15 à 20 ans / Suzanne Dumas, Gérard Rochais, Henri Tremblay . -- [Québec] : Ministère de l'éducation, Direction de la recherche, c1982.
78 p. ; 25 cm.

Code: 28-1584. Notes bibliographiques à la fin des pties.

ISBN 2-551-04758-7

Cote Dewey: 305.235'09714/D886u Cote LC: HQ/799/.C38

Descripteur(s): *Jeunesse *Attitude sociale *Attitude politique *Loisir *Drogue *Marché du travail *Accès à l'emploi *Chômage *Aspiration professionnelle *Valeurs des jeunes *Revue de la documentation *Secondaire (Niveau) *Collégial (Niveau)

La jeunesse de la fin des années 1970 et du début des années 1980 est mal connue. S'il existe une crainte assez généralisée quant à son dynamisme et à sa vitalité, on ne sait trop à partir de quoi infirmer ou confirmer une telle impression. Réunissant les informations éparses actuellement disponibles, les auteurs tentent de scruter le bien-fondé du thème du refroidissement de la jeunesse à partir d'éléments empruntés à trois champs d'activités: la politique, le travail et les loisirs. Ils commencent toutefois par situer le contexte dans lequel s'insère ce présumé refroidissement.

L'étude s'appuie sur une revue de la documentation publiée au Québec sur le sujet depuis 1975: sondages, thèses, articles de journaux, enquêtes faites dans un collège ou une polyvalente, lettres ouvertes, etc. Elle est divisée en quatre chapitres: 1. une jeunesse refroidie? (situation de la jeunesse dans la crise moderne des valeurs); 2. les jeunes et la politique (ignorance ou indifférence? baisse du militantisme étudiant?); 3. les jeunes face au travail (chômage, emplois réservés aux jeunes, attentes face au travail); 4. les loisirs des jeunes (le budget-temps, les médias, la musique, les drogues, etc.).

Dépolitisation, déracinement, indifférence ou, selon un registre plus optimiste, dynamisme, idéalisme, effervescence, les mots-clés souvent utilisés pour décrire les jeunes prennent plus de consistance au terme de l'étude. Des enjeux importants accompagnent l'évolution des jeunes: refus de toute forme d'embrigadement, mise au rancart des vieilles dichotomies individu/collectivité, redéfinition avec la technologie, la communauté. Les nouvelles avenues passent par une quête de soi, une soif incessante d'élargir les frontières de la connaissance de son être. Il s'agit moins là d'égocentrisme que d'intégrité et d'authenticité. Des enquêtes approfondies permettraient de mieux cerner la spécificité de ces attitudes.

Type de document: r
Auteur de l'analyse: ar

E D U Q 8270758

Gouvernement du Québec
Ministère de l'Éducation
Direction de la recherche

Une génération silencieusement lucide?

(Vers un profil socio-culturel des jeunes de 15 à 20 ans)

Suzanne Dumas Gérard Rochais Henri Tremblay

E D U Q 827075E

UNE GÉNÉRATION SILENCIEUSEMENT LUCIDE ?

(Vers un profil socio-culturel des jeunes de 15 à 20 ans)

Suzanne Dumas
Gérard Rochais
Henri Tremblay

Ce document ne présente pas nécessairement le point de vue du ministère de l'Éducation sur les sujets traités. Il est cependant de nature à alimenter la réflexion de tous ceux et celles qui s'intéressent à l'évolution des jeunes et du système d'éducation du Québec.

Dépôt légal—troisième trimestre 1982
Bibliothèque nationale du Québec

ISBN 2-551-04758-7

© Gouvernement du Québec
Ministère de l'Éducation, 1982

TABLE DES MATIÈRES

Pages

AVANT-PROPOS 5

INTRODUCTION 9

UNE JEUNESSE REFROIDIE... ? 15

Le refus de la politique 19
L'indifférence au travail 19
Le temps de loisir vécu au rythme de l'évasion 20
Toutes ces inquiétudes sont-elles fondées ? 20

LES JEUNES ET LA POLITIQUE 25

De quelle ignorance s'agit-il ? 27
Qu'en est-il exactement ? 28
La cote de popularité de la politique est-elle à la baisse ? 29
Des indicateurs d'ordre plus qualitatif 31
Des indicateurs plus consistants 32
L'automne 1978 33
Le printemps 1980 36
Conclusion 37

LES JEUNES FACE AU TRAVAIL 41

Le chômage des jeunes 44
Les inclassés 45
Les emplois réservés aux jeunes 47
Les milieux de travail 48
L'importance du travail 49
Les attentes face au travail 52
Conclusion 55

LES LOISIRS DES JEUNES 59

Le budget-temps des jeunes 62
Les jeunes et les médias 64
La musique 68
La consommation des drogues est-elle à la hausse ? 69
Une jeunesse en quête de sens ? 71
Conclusion 73

CONCLUSION 75

AVANT-PROPOS

Le Bureau de la Statistique du Québec dénombrait, au premier juin 1980, 630,453 jeunes de 15 à 19 ans répartis à peu près également dans les cinq classes d'âge[1]. Quatre ans auparavant, en 1977, ces jeunes Québécois étaient 661,923.

Au fil des ans, la présence de ces jeunes sur le marché du travail (avec emploi ou à la recherche d'un emploi) n'a cependant pas beaucoup varié. Statistique Canada[2] établissait, en 1980, à 20% la proportion de jeunes de 15 à 16 ans faisant partie de la « population active », comparativement à 18,0% en 1977. Chez les jeunes de 17 à 19 ans, la participation à l'activité économique se situait à 58,0% en 1980 et à 56,0% en 1977. D'autres sources de données[3] disponibles pour l'année 1977 tendraient même à indiquer un écart encore plus mince. Retenons principalement le fait qu'en 1980 il y avait 44,0% des jeunes de 15 à 19 ans sur le marché du travail.

Où en sont les jeunes d'aujourd'hui ? Qui pensent-ils être ? Qui voudraient-ils être ? Voilà de bonnes vieilles questions qui, depuis l'époque de 1968 où la contestation était quasi mondiale, semblent avoir perdu un peu de leur popularité. Une brochure de l'UNESCO, **Tendances de la jeunesse dans les années 80**, faisait récemment observer : « Nous connaissons beaucoup moins bien les jeunes, et plus particulièrement leurs attitudes et leurs prédispositions, que l'abondante littérature des années 60 pourrait nous le faire croire »[4].

Bien des raisons pourraient expliquer cette méconnaissance des jeunes. Leur apparente passivité d'aujourd'hui n'est peut-être pas étrangère à ce désintéressement relatif. Tout se passe comme si les jeunes étaient redevenus un simple groupe d'âge comme les autres, à mesure que s'estompait l'effervescence contestataire. Il est, en outre, de bon ton de prétendre vouloir respecter l'autonomie des jeunes en refusant de poser des questions perçues comme une forme d'ingérence. À la question du devenir des jeunes, certains auraient le goût de couper court et de répondre : « Ils sont et ils vivent ». La réplique est intéressante mais elle ne suffit pas à justifier l'absence d'études sur les jeunes. Car cette pénurie est le moyen le plus sûr de laisser colporter les préjugés et les mythes les plus artificiels.

La nécessité d'étendre les limites du savoir, en matière de jeunesse, s'impose d'autant plus que la crise économique place les jeunes dans une situation particulièrement difficile : « Les mots clés de la vie des jeunes au cours de la prochaine décennie seront : pénurie; chômage; sur-qualification; inadéquation entre l'emploi et la formation reçue; anxiété; attitude défensive; pragmatisme; et l'on pourrait même ajouter à cette liste subsistance et survie »[5].

L'inquiétude que suscite l'insertion difficile des jeunes dans la société prend des résonances diverses. Bien des adultes se demandent ce qu'il advient du dynamisme propre à la jeunesse. Le dernier rapport annuel du Conseil supérieur de l'éducation fait écho à ces préoccupations en constatant un individualisme devenu chronique chez beaucoup de jeunes et en réaffirmant qu'il revient à l'école d'encourager un engagement social[6].

C'est dans cette perspective d'interrogations nombreuses sur le devenir des jeunes que nous situons le présent profil socio-culturel. Il s'agit d'un portrait provisoire et incomplet dont nous précisons, en introduction, les objectifs et les limi-

tes. Nous espérons d'ailleurs que cette amorce de profil incitera les parents, les éducateurs scolaires et les jeunes eux-mêmes à faire connaître leur perception des jeunes d'aujourd'hui.

NOTES

AVANT-PROPOS

1. Réginald Grégoire, *La formation et l'insertion des jeunes de 15 à 18 ans dans la société : un défi pour toutes les institutions*, Service de la recherche, ministère de l'Éducation, Avril 1981, p. 19.
2. *Idem*, p. 21.
3. Michel Girard, Hervé Gauthier, Alain Vinet, *Les Jeunes Québécois et le travail*, Collection Études et recherches, O.P.D.Q., 1978, p. 14.
4. UNESCO (Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture), *Tendances de la jeunesse dans les années 80*, Paris, 1980, p. 25.
5. UNESCO, *ibid.*, p. 17.
6. Mario Fontaine, « C.S.E. : l'école devrait former de nouvelles élites », *La Presse*, 20 novembre 1981.

INTRODUCTION

Il y a une quinzaine d'années, Radio-Canada commanditait une étude sur les jeunes Québécois de 18 à 21 ans, ces « nouveaux citoyens » d'alors[1]. La recherche avait pour objectif de comprendre les attitudes des jeunes face à certains aspects de leur vie. Il est intéressant de rappeler, à titre d'illustration, que plus de 60,0% des 800 jeunes composant l'échantillon de l'enquête croyaient que le Québec serait indépendant un jour mais seulement 10,0% exprimaient l'intention de voter pour le Rassemblement pour l'indépendance nationale (R.I.N.). La grande majorité (85,6%) était opposée au travail de la femme mariée à l'extérieur du foyer, tandis que 73,4% acceptaient l'idée que l'autorité au sein de leur futur ménage soit partagée entre la femme et l'homme. Ce genre de résultats, qui laissaient entrevoir des contradictions apparentes ou réelles, amenaient les auteurs de l'étude à conclure à la complexité de la réalité étudiée, elle-même reflet assez exact de la société canadienne-française de l'époque.

En 1980, à l'initiative du ministère de l'Éducation, une enquête exploratoire qui s'intéressait aux valeurs des jeunes de 16 à 20 ans, ces enfants de la Révolution tranquille, nous apprenait que les jeunes d'aujourd'hui ne rêvent pas de refaire le monde, qu'ils privilégient la structure familiale traditionnelle, que la banlieue présente un attrait immense[2]. Il n'en fallait pas davantage pour que certains journaux concluent au conservatisme des jeunes. Et pourtant, à l'instar de l'étude réalisée à la demande de Radio-Canada, il n'est pas sûr que le portrait obtenu soit aussi clair qu'on pourrait le croire à première vue. Les auteurs de l'enquête ne parlent-ils pas eux-mêmes de traditionalisme et non de conservatisme des jeunes ? N'insiste-t-on pas également sur le fait que certaines valeurs partagées par les jeunes — la tolérance, la recherche d'harmonie, l'accent mis sur la connaissance de soi, etc. — peuvent être porteuses d'innovations importantes au sein de la structure de base de la société ?

Quoi qu'il en soit, une chose saute aux yeux. L'évocation de ces deux enquêtes indique bien qu'on serait assez embêté de situer avec un peu de certitude la sous-culture des jeunes Québécois. Il semble y avoir plus de rupture et d'intervalles non comblés que de continuité. Ne serait-il pas extrêmement intéressant de connaître ce que pensent, aujourd'hui, les jeunes de 18 à 21 ans des sujets abordés dans l'enquête menée il y a une quinzaine d'années ?

C'est pour combler de telles lacunes qu'il nous apparaît opportun d'essayer de tracer le profil socio-culturel des jeunes de 15 à 20 ans. Ce profil a trait aux grandes coordonnées qui aident à les situer dans la société ainsi qu'à la vaste zone des valeurs, des besoins et des préoccupations de ces jeunes. Il est bien évident que dans l'élaboration de ce profil socio-culturel, il faut éviter d'entretenir l'illusion d'une jeunesse unique. Les jeunes ne constituent pas une catégorie homogène. On retrouve beaucoup de diversité dans leur manière d'être, leur style de vie, leur façon de penser et de se comporter.

Il n'y a pas de doute non plus que la construction d'un tel profil pourrait bénéficier grandement de certains points de repère importants : un retour à diverses époques de façon à mieux faire ressortir la situation actuelle; une comparaison avec la jeunesse des autres pays; une mise en relation avec l'évolution de la société et avec les adultes qui en font partie.

Il s'agit-là — on le comprend aisément — d'un projet ambitieux, voire d'une tâche colossale. Dispose-t-on des données requises pour obtenir un portrait précis et nuancé des jeunes : étudiants, travailleurs ou chômeurs ? Si la quantité y trouve son compte, est-il possible de comparer les résultats épars recueillis, compte tenu de la variété des méthodes et des cadres théoriques utilisés ?

Pour le savoir, nous avons entrepris de sonder les reins des sources d'information les plus diverses : sondages, thèses, articles de journaux, enquêtes faites dans tel collège ou telle polyvalente, lettres publiques d'étudiants et d'étudiantes, etc. Nous avons orienté nos investigations vers les grands secteurs d'activités humaines : le travail, le loisir, la politique, etc. Que disent ces données rapaillées ? Il faut bien reconnaître que les matériaux rassemblés nous ont conduits à un étrange tableau à la Rembrandt où quelques plaques de lumière ne font que mieux ressortir l'étendue des noirceurs. Pour employer une autre image plus rapprochée de la vie quotidienne, nous nous trouvions devant un portrait incomplet où, comme dans le fromage gruyère, les trous occupent autant de place que la matière.

On obtient tout au plus une **esquisse**, une ébauche de profil socio-culturel qu'il reste à approfondir. **D'abord** en poursuivant l'effort de dépistage des données disponibles. Pour diverses raisons, il existe des études difficiles d'accès; d'autres tardent à connaître une diffusion publique. Il y a surtout le fait que bon nombre d'études qui touchent partiellement ou indirectement aux jeunes échappent assez facilement à l'attention. **Ensuite**, en mettant en marche les études qui viendraient compléter les connaissances actuelles.

En attendant d'avoir un profil socio-culturel consistant, il nous a semblé utile de tirer tout le profit possible du premier contact — non exhaustif — avec des documents portant sur les jeunes de 15 à 20 ans. Il est toujours intéressant de laisser à des informations peu connues l'occasion de participer au discours sur les jeunes. En dépit de leur caractère souvent très fragmentaire, ces données permettent parfois d'apporter un éclairage inédit sur des facettes de la vie des jeunes. C'est ainsi qu'une étude basée sur un échantillon fort mince de 175 élèves de quelques écoles secondaires d'une Commission scolaire nous apprend que seulement 3,0% des étudiants et des étudiantes de secondaire V jouent d'un instrument de musique. Voilà un résultat provisoire qui présente une ample matière à réflexion et qui mérite d'être soumis à une vérification systématique. Si la tendance était confirmée, elle laisserait perplexe ceux et celles qui ont misé sur la réforme scolaire de la Révolution tranquille pour assurer le développement artistique des jeunes.

La diffusion immédiate du travail d'exploration accompli dans l'élaboration d'un profil socio-culturel permet également de mieux faire connaître des études importantes qui ne réussissent pas toujours à pénétrer aussi profondément qu'on le souhaiterait tous les milieux intéressés. C'est le cas de la recherche commanditée par la Fédération des Cégeps sur les ressources et les pratiques pédagogiques des collèges. L'étude menée auprès de plusieurs milliers de collégiens est une source abondante de renseignements qui peut supporter plus d'une lecture et plus d'une analyse de second degré. C'est le cas également des études réalisées dans le cadre d'A.S.O.P.E., cette recherche longitudinale portant sur les aspirations scolaires et les orientations professionnelles ainsi que sur bien d'autres aspects de la vie des jeunes Québécois.

Mais l'intérêt du présent document se situe bien au-delà de la diffusion de données éparses. Les données que nous avons consultées permettent déjà d'alimenter la réflexion sur quelques questions globales que les adultes se posent au sujet des jeunes générations. Ces interrogations ont comme dénominateur commun une inquiétude sur le dynamisme, la vitalité de la jeunesse.

Que disent sur les jeunes de 15 à 20 ans les quelques données existantes ? Que sait-on au juste sur la « démobilisation » sociale et politiques des jeunes ? Au fait, est-on même assuré qu'il s'agit d'une « démobilisation » ? Par rapport à quelles réalités ce thème s'est-il imposé à l'opinion publique ? Que sait-on de la place que les jeunes accordent au travail parmi les autres activités ? Peut-on l'interpréter comme la fin de l'éthique traditionnelle du travail ? Ne confond-on pas trop allègrement l'accroissement des attentes face à la qualité de la vie au travail avec le rejet du travail ? Tient-on suffisamment compte des milieux concrets de travail quand on évalue comme négatives les attitudes des jeunes face au travail ? Que sait-on de la signification réelle des médias dans les loisirs des jeunes ? Est-on en mesure de comprendre la place réelle qu'occupe la musique dans la vie des jeunes ? Quel est le cheminement spirituel que parcourent les jeunes générations ?

Avant de consacrer un chapitre à chacun des trois champs d'activité retenus pour scruter le bien-fondé du thème du refroidissement de la jeunesse (la politique, le travail, les loisirs), nous allons situer avec plus de précision le contexte dans lequel s'insère ce présumé refroidissement. L'origine du diagnostic se rattache à ce qu'il convient de désigner sous l'expression « crise des valeurs ». Le refroidissement de la jeunesse québécoise ne serait qu'une manifestation supplémentaire du choc moderne des valeurs qui confronte les sociétés occidentales.

NOTES

INTRODUCTION

1. Marcel Rioux et Robert Sévigny, *Les nouveaux citoyens*, Enquête sociologique sur les jeunes du Québec, Radio-Canada.
2. Sorecom, *Les valeurs des jeunes de 16 à 20 ans*, Service de la recherche, ministère de l'Éducation, juin 1980.

UNE JEUNESSE REFROIDIE... ?

Il est intéressant de savoir par exemple que les campagnes de recrutement des Krishna coïncident avec la fin de l'année scolaire dans les Cégeps... Il existe des besoins chez ces jeunes; la confusion de la vie dans laquelle ils vivent; la disparition des valeurs morales : tout ça crée un vacuum. Assaillis de toutes parts, les jeunes ne savent plus comment se retrouver dans la société[1].

Ce discours sur les jeunes est courant. Bon nombre d'éducateurs, de parents, d'observateurs diagnostiquent un certain refroidissement de la jeunesse. Les étudiants ne sont plus nécessairement à l'avant-garde de la contestation sociale. À cet égard, deux caricatures en disent long sur ce qu'on pense de la vigueur contestataire des jeunes. Dans le journal officiel de l'Université Laval, **Au fil des événements**[2], la bande dessinée qui est consacrée au dialogue entre l'institution et les étudiants reproduit l'échange suivant :

Un dessin de Wolinski reprend, avec une économie de moyens mais avec un impact particulièrement dense, le même thème en y ajoutant de façon plus explicite un brin de sel sur le changement survenu depuis la fin des années soixante.

Dessin de Wolinski

Il ne serait évidemment pas difficile d'aligner presqu'à l'infini les témoignages qui expriment le scepticisme, voire le désarroi, face à l'apathie et à l'individualisme des jeunes.

> Mais le monde scolaire québécois semble s'être essoufflé (...) La machine est froide et les jeunes refroidis. Tous, nous agissons plus ou moins en automates. Bref, on ne sait plus où l'on s'en va[3].

Les événements quotidiens ne se chargent-ils pas de donner du poids à ce genre de témoignages ? À l'automne 81, le peu de bruit que font en Amérique du Nord les déclarations des dirigeants américains sur les risques d'une guerre nucléaire ressemble à un silence lourd. Surtout quand on observe les mouvements de masse en Europe qui font défiler un peu partout des centaines de milliers de manifestants. En Europe du Nord, des cartes postales représentant la colombe de la paix sont distribuées dans les écoles et sur les lieux de travail[4]. Il suffit d'y coller un timbre et de les poster à l'intention des destinataires — Reagan et Brejnev — dont les noms sont déjà imprimés.

Il faut dire que les propos tenus par les ténors américains ont de quoi faire frémir les citoyens les plus apathiques. Qu'on en juge par cette phrase lancée par le Général Haig, secrétaire d'État, à la face du monde : « Il y a des choses pires que la guerre »[5]. On comprend mieux, dès lors, le chant pacifiste entonné par quelques trois cents délégués européens, à l'issue d'un long débat sur la paix et le désarmement : « Cette nuit, j'ai fait un rêve que je n'avais jamais fait auparavant. J'ai rêvé d'un monde sans soldat, d'un monde sans fusil... »[6].

Et pourtant, en Amérique du Nord, ce climat ne trouble pas les jeunes générations. On est loin de l'époque de la guerre au Vietnam. On peut faire valoir que les citoyens adultes participent au même silence. Piètre excuse ! Il faut comprendre que les jeunes ont d'autres chats à fouetter. Le contingentement de plus en plus sévère des places dans les facultés universitaires ainsi que les rudes embûches d'un marché du travail saturé laissent peu de répit dans cette course aux diplômes. Et puis il faut bien prendre le temps d'applaudir la danse des dollars que les héros sportifs font miroiter aux foules. Comme cet exploit mettant en scène Wayne Gretzky, cette idole des jeunes Canadiens, qui a réussi à dépenser 10,000 dollars dans un « party » où ses camarades arrivaient en Rolls Royce louées[7].

Ce thème du refroidissement de la jeunesse irait d'ailleurs de pair avec l'inculture qu'on prête aux jeunes, comme l'illustre le point de vue du français Paul Guth qui s'écrie dans « une lettre ouverte aux futurs illettrés » : « De réforme en réforme où en sommes-nous ? Pour avoir confondu démocratisation et massification, on a créé une génération inculte aussi ignorante de l'orthographe que de l'histoire pour ne citer que ces disciplines élémentaires »[8]. Ou encore cet essai québécois d'explication formulée par un chargé de recherche en éducation :

> Ce qui les étouffe, c'est plutôt le vide : absence de grammaire, absence d'histoire nationale à assimiler, absence de directives visant à la remise de l'ouvrage sur le métier, absence d'idéaux collectifs. Privés de défis et donc de fierté, comment échapperont-ils au pessimisme et au désespoir ? Nos enfants sont plutôt les victimes d'une société qui a rejeté, avec les dogmes de jadis, les contraintes les plus naturelles, nécessaires à la croissance.[9]

LE REFUS DE LA POLITIQUE

C'est évidemment au plan politique que les appréhensions des adultes se répercutent de la façon la plus véhémente. Deux slogans courent sur les ondes, s'étalent à la une des journaux et hantent les rêves des éducateurs et des politiciens : **Les étudiants sont d'une ignorance crasse dans le domaine politique**. La politique ne les intéresse pas : **ils sont peu politisés voire même totalement apolitiques**.

Guy Herzlich présente, dans **le Monde de l'éducation** d'octobre 1979, une analyse qui rallie d'emblée le point de vue de bon nombre d'adultes :

> Ces jeunes gens en rupture avec l'ordre établi ne sont cependant pas prêts à le combattre. L'engagement politique décline. Le phénomène n'est pas neuf, mais il s'étend... Dans les années d'après 1968, on avait cru voir naître chez les étudiants un mouvement mettant en cause le modèle de développement de la société. C'était un coucher de soleil qu'on a pris pour une aurore... Les étudiants ont perdu tout projet collectif : le déclin du militantisme s'étend à toute forme d'organisation professionnelle (...) ou même sportive et culturelle. Ils s'accommodent d'une société qu'ils rejettent dans la mesure où celle-ci n'empiète pas sur leur mode de vie. On ne cherche qu'à aménager l'alvéole dont on dispose, l'espace de liberté individuelle qui vous est concédé.[10]

Les jeunes ne correspondraient aucunement à la définition qu'Aristote donne de l'être humain, cet « animal politique ». Ils se présenteraient plutôt comme les disciples de Socrate qui recommande de se connaître soi-même, avant toute chose. Les jeunes seraient à la recherche d'eux-mêmes, repliés sur leurs projets quotidiens et leurs petits plaisirs.

L'INDIFFÉRENCE FACE AU TRAVAIL

La « démobilisation » politique des jeunes ne serait d'ailleurs que la pointe de l'iceberg. L'éthique du travail aurait perdu toute signification pour les jeunes générations. Héritiers eux-mêmes d'une civilisation du travail, les parents reprochent à leurs fils et à leurs filles d'être indifférents aux valeurs que le travail est censé véhiculer. Certains travailleurs adultes n'hésitent pas à lancer des jugements comme ceux-ci : « le travail pour eux est perçu comme le moins mauvais moyen d'avoir du fric pour faire autre chose », « les jeunes n'ont pas la conscience professionnelle qu'on avait », « la qualité du travail pour eux, ça n'existe pas »[11]. Ces jérémiades faisaient dire à l'auteur d'une enquête sur les jeunes :

> Sans doute aussi pensait-on d'eux, sans oser leur dire, qu'ils avaient les oreilles molles soit, qu'à la différence de la génération des employeurs, qu'ils étaient paresseux, flemmards et n'attachaient pas au travail une importance suffisante, et tout ce beau monde — souvent catholique de surcroît — se plaignait de la disparition de l'éthique protestante dans les générations montantes.[12]

Il est intéressant d'observer que les adultes se montrent même insatisfaits de l'attitude des jeunes à l'égard du travail scolaire. C'est du moins ce que révèle une étude socio-pédagogique auprès des enseignants du Québec : « On doit donc admettre que, dans les écoles secondaires, les enseignants ne se font pas une bonne opinion du rendement et de la motivation de leurs élèves »[13]. Ce grief des enseignants représente même l'un des rares motifs d'insatisfaction à l'égard de leur tâche.

LE TEMPS DE LOISIR VÉCU AU RYTHME DE L'ÉVASION

Les attitudes des jeunes face aux mondes de la politique et du travail se traduiraient dans un mode de vie marqué par l'absence d'idéal et par l'insouciance érigée en principe absolu. L'omniprésence de la télévision et l'usage de plus en plus répandu des drogues auraient transformé le temps de loisir des jeunes en un oasis d'évasion et de passivité. Les jeunes se retrouveraient dans un état de totale inertie et de fuite dans le paradis artificiel du disco.

Certains adultes iraient même jusqu'à prétendre que les jeunes seraient loin d'être dépaysés dans un Québec gavé de valeurs sans horizon, selon la description un peu excessive et puritaine qu'en donne un philosophe dans le **Devoir** :

> Et c'est aussi l'apparence des Québécois qui fait problème, on peut voir en les regardant que quelque chose ne va pas. Trop de nourriture, trop d'alcool, trop de plaisirs, trop de confort, trop de laisser aller, trop d'argent, trop de plainte et trop de complainte. Comment tout cela peut-il changer ? Et y a-t-il même une volonté de changer cela ?[14]

TOUTES CES INQUIÉTUDES SONT-ELLES FONDÉES ?

Pour bien des adultes, le portrait qu'offre la jeunesse québécoise se caractérise donc par l'image d'un refroidissement, d'une absence de projet, d'un désenchantement presque total. Et l'explication, simple, se trouve à la portée de la main. L'évolution de la jeunesse ne serait que la conséquence logique d'une « crise des valeurs »[15].

Mais l'inquiétude et l'anxiété des adultes sont-elles justifiées ? Ne pourrait-on pas facilement amasser autant de points de vue plus optimistes, tel celui défendu par l'historien Benoit Lacroix : « J'ai connu les étudiants de la certitude, et maintenant je connais les étudiants de l'interrogation. J'avoue préférer les derniers. Ils arrivent moins instruits à l'université qu'il y a quinze ou vingt ans, mais plus généreux mentalement, ouverts à toutes sortes de dimensions... »[16]. N'est-il pas possible que la popularité du diagnostic du refroidissement de la jeunesse provienne de l'utilisation d'une grille d'analyse mal adaptée aux réalités nouvelles ? Peut-être. Mais

ces inquiétudes sont bien réelles, au-delà de la dimension caricaturale qu'elles peuvent prendre parfois chez un certain nombre d'adultes. Elles s'expriment souvent bien discrètement mais n'en traduisent pas moins du scepticisme à l'égard de la jeunesse. Et l'écho que l'on en reçoit est suffisamment fort pour essayer de voir ce qu'il en est.

Qu'advient-il de cette jeunesse qui, en 1968, pour évoquer une époque particulièrement agitée, n'avait que trois à sept ans ? Une chose est certaine, ces jeunes ne sont pas responsables de cette crise de société. Ils en récoltent les fruits qu'ils trouvent bons ou amers, qu'ils acceptent ou rejettent.

Est-il définitivement bien loin le temps, celui des belles années de la Révolution tranquille, où il semblait plausible de proclamer que la jeunesse du Québec était en pleine révolution :

> Parler à son sujet de simples transformations au caractère plus ou moins transitoire et superficiel, utiliser à son endroit uniquement les concepts de réforme ou d'évolution, ne serait pas suffisant. Il s'agit bel et bien d'une révolution, au sens le plus authentique du terme (...) Elle rejoint les éléments les plus significatifs de la personnalité individuelle et collective des jeunes, dans un mouvement, d'ailleurs, d'échanges incessants entre la révolution sexuelle, la révolution scolaire et la révolution socio-politique de la jeunesse du Québec.[17]

Malgré toutes les apparences déjà soulignées, il n'est pas évident que ce temps-là soit révolu, du moins si l'on en croit des analystes sociaux aussi réputés que Toffler :

> Nous avons bel et bien affaire à un troisième âge, dans lequel les changements des valeurs — surtout chez les jeunes — sont tellement importants qu'il me semble qu'une rupture qualitative s'est produite avec la manière de vivre et le style de vie qui caractérisaient les générations de la deuxième vague... Cette rupture aboutira à des conséquences que nul ne peut prévoir ou prédire encore, mais dont nous sommes en mesure de pressentir la direction ou l'orientation.[18]

La popularité croissante du mouvement écologique représente peut-être l'une des voies les plus puissantes de ce changement. La multiplication plus ou moins souterraine des réseaux sociaux et communautaires, bien illustrés dans l'ouvrage de Marilyn Ferguson, **Les Enfants du Verseau**[19], constitue l'une des manifestations de ce temps nouveau. Charles Reich avait déjà, au début des années 70, étudié la montée de cette nouvelle culture en développant la notion de Conscience III, cette forme nouvelle de sensibilité émergeant d'un besoin de changer la vie, après les ères de l'Amérique individualiste et de l'Amérique moderne de l'hypertechnologie[20].

Même le temps de la révolte des jeunes, que l'on croyait résolument terminé, semble revenir. Les émeutes qui ont secoué l'Angleterre, au début de l'été 81, ont vu défiler des manifestants parfois âgés de 12 ou 13 ans[21]. Dans la nuit du 12 au 13 décembre 80, on érige des barricades dans Kreuzberg, le quartier le plus excentrique de Berlin. Même la calme Suisse assiste à la révolte de jeunes à la suite de la fermeture du centre de jeunesse de Zurich. Ces événements amènent les journalistes à se demander « quel sont les ferments de cette nouvelle révolte, dont la violence dépasse parfois les événements de mai 68 »[22]. Il semblerait cependant

y avoir peu de similitudes avec le mouvement de la fin des années 60. Les événements récents ne sont pas le fait d'étudiants, même si quelques-uns d'entre eux y sont mêlés. Et la « nouvelle révolte » s'abreuve à d'autres sources idéologiques : « Le drapeau rouge, qu'il soit chinois, vietcong ou cubain, a été remplacé par la ténébreuse étoffe anarchiste. Les oeuvres de Bakounine et de Kropotkine, fameux anarchistes russes du siècle dernier, refont surface et concurrencent celles de Marx »[23].

Les mouvements étudiants ne sont pas pour autant chose du passé, malgré l'impression qui persiste dans l'opinion publique. La tenue prochaine, à Montréal, de la deuxième assemblée mondiale du Mouvement international des étudiants catholiques et de la Jeunesse étudiante catholique internationale en témoigne amplement. Ces deux mouvements comptent plus de 1 000 membres dans les écoles polyvalentes, les collèges et les universités du Québec[24]. Il convient d'insister sur l'orientation de ces mouvements en faveur des « pauvres et des marginalisés de nos sociétés ».

Les mouvements étudiants peuvent d'ailleurs prendre bien d'autres visages plus près de la vie quotidienne des écoles. L'application, en septembre 1982, d'un nouveau régime pédagogique dans les écoles secondaires en fournit une excellente illustration[25]. Les étudiants de plusieurs écoles de la région de Québec protestent énergiquement contre certaines clauses du régime pédagogique : l'agencement différent des périodes de cours, la hausse de la note de passage aux examens, etc. La question des examens explique d'ailleurs l'extension du mouvement de contestation à Montréal.

NOTES

UNE JEUNESSE REFROIDIE... ?

1. Luc Perreault, « Une simple question de conditionnement », *La Presse*, 26 septembre 1981.
2. *Au fil des événements*, Université Laval, Vol. 17, numéro 13, 26 novembre 1981.
3. Jacques Chagnon, « Au-delà des réformes de structures », *Le Soleil*, 20 octobre 1981.
4. Dans une série d'articles sur le pacifisme en Europe, *Le Devoir*, du 27 octobre au 2 novembre 1981.
5. *Idem.*
6. *Idem.*
7. Michel Magny, « Rolls-Royce et champagne pour les amis de Gretzky », *La Presse*, 31 octobre 1981.
8. Marie Geneve, « Paul Guth : les écoles d'aujourd'hui font de futurs illettrés », *Le Soleil*, 26 octobre 1981.
9. Louis Gadbois, « Dogmes et dogmatisme », *Le Devoir*, 20 novembre 1981.
10. Guy Herzlich, « Les étudiants et le président », *Le Monde de l'éducation*, n° 54, octobre 1979.
11. Hubert Coutu, « Les jeunes au travail, une interrogation », *Vie Ouvrière*, vol. 26, n° 101, janvier 1976, pp. 34-38.

12. Pierre Roberge, *Le nombril vert et les oreilles molles : l'entrée des jeunes québécois dans la vie active dans le second tiers des années 1970*, Les Cahiers d'A.S.O.P.E., vol. IV, Université Laval et Université de Montréal, juillet 1979.
13. Louis Toupin, Claude Lessard, Roger A. Cormier, Paul Valois, *Le vécu professionnel : tâche et milieu de travail*, Volume 5 de l'étude socio-pédagogique *Les enseignantes et enseignants du Québec*, Direction de la recherche, ministère de l'Éducation, 1980, p. 180.
14. Pierre Bertrand, « Le climat réel du Québec », *Le Devoir*, 26 mars 1980.
15. L'expression est, depuis plus d'une décennie, sur toutes les lèvres, comme le montre un article de Pierre Lucier, « La crise des valeurs au Québec », *Relations*, vol. 36, n° 413, mars 1976.
16. Mario Pelletier, « Les lauréats du Québec », *Le Devoir*, 24 octobre 1981.
17. Jacques Lazure, « La jeunesse au Québec », *La Jeunesse*, Coll. L'humanité en marche, Éd. du Burin et Éd. Martinsart, décembre 1972, pp. 131-132.
18. Gilbert Tarrab, « Alvin Toffler et l'opumisme social », *La Presse*, 24 octobre 1981.
19. Marilyn Ferguson, *Les Enfants du Verseau*, Calmann-Lévy, Paris, 1981.
20. Charles Reich, *Le Regain Américain*, Libertés 2000, Robert Laffont, Paris, 1971.
21. Michel Beaulieu, « La nouvelle révolte de la jeunesse », *Le Soleil*, 29 août 1981.
22. Michel Beaulieu, *Ibid.*
23. *Idem.*
24. Denise Robillard, « Les mouvements étudiants ont acquis une nouvelle autonomie », *Le Devoir*, 14 novembre 1981.
25. Jacques Dumais, « Quand les étudiants débraient », *Le Soleil*, 3 mars 1982.

LES JEUNES ET LA POLITIQUE

Un sondage a particulièrement contribué à attacher le grelot de « l'ignorance abyssale » des jeunes dans le domaine politique[1]. C'est celui qu'un groupe de professeurs de sciences politiques, au niveau collégial, effectuèrent dans vingt collèges du Québec entre janvier et mars 1979. Le questionnaire comportait 24 questions auxquelles un citoyen « normalement » informé devait pouvoir répondre.

Les résultats obtenus expliquent l'utilisation de l'épithète accolée à l'ignorance des jeunes. L'adjectif abyssal évoque la région très profonde d'un océan. Ces résultats sont, **à première vue**, vraiment époustouflants. C'est ainsi que :

- 75,0% des collégiens ne connaissent pas le nombre de députés à l'Assemblée nationale du Québec : leurs estimations varient entre 3 et 300;
- 47,0% ne peuvent préciser qui choisit les ministres à Québec; on mentionne tantôt le Gouverneur général, tantôt le peuple, tantôt les citoyens;
- 77,0% ne connaissent pas la durée maximale du mandat d'un gouvernement à Québec;
- 86,0% ne peuvent nommer les cinq parties politiques qui, à l'époque du sondage, se trouvaient à l'Assemblée nationale;
- 42,0% ne connaissent pas le nom de leur député provincial;
- 44,0% seulement peuvent donner le nom de trois ministres du gouvernement Lévesque;
- 83,0% ne peuvent désigner quatre grandes centrales syndicales;
- 73,0% ignorent le pourcentage de la population anglophone du Québec;
- 68,0% n'ont pu identifier trois émissions d'affaires publiques à la télévision; 29,0% ont été incapables de nommer trois quotidiens québécois.

DE QUELLE IGNORANCE S'AGIT-IL ?

Il est évidemment très spectaculaire et très impressionnant de faire remarquer que seulement 44,0% des collégiens étaient en mesure, en 1979, de nommer trois ministres du gouvernement Lévesque. Mais l'examen le moindrement attentif du questionnaire utilisé ne permet pas de proclamer aussi catégoriquement l'ignorance politique des jeunes. Bon nombre d'indicateurs ont une pertinence douteuse, tels la connaissance du nombre de députés siégeant à l'Assemblée nationale et du nom du Lieutenant-gouverneur du Québec. On peut aisément se tromper à cet égard sans mériter d'être affublé d'ignorant.

D'autres indicateurs se révèlent être de véritables pièges. C'est le cas des questions portant sur la nomination des ministres et sur le pourcentage d'anglophones au Québec. Il est fréquent, dans les médias, d'entendre mentionner la proportion

de 20,0% sans distinction entre les allophones et les anglophones, dans le but de désigner le pourcentage de non francophones. Cette confusion « usuelle », en particulier dans le feu de discussions animées, peut expliquer une bonne partie des erreurs commises par les collégiens. Pour ce qui est de la nomination des ministres, est-il si faux de répondre que c'est le peuple qui choisit les ministres ? Bien sûr, cette réponse est techniquement inexacte. Mais suffit-elle à semer le doute obscurantiste sur la jeunesse ?

D'autres indicateurs encore n'ont que les apparences de la facilité pour un citoyen « normalement » informé. Il n'apparaît pas si étonnant qu'un jeune citoyen ignore si le Canada est membre de l'Organisation des États Américains. Ni qu'il ne soit pas en mesure de dire la répartition des pouvoirs entre divers paliers de gouvernement.

Et surtout, même si les indicateurs avaient été tous adéquats, il faut bien se demander ce qu'on peut en tirer comme conclusion. Un seul test n'est pas suffisant pour mesurer la culture politique des jeunes. À moins qu'on ait le souci particulier d'attirer l'attention sur l'importance de dispenser un cours de sciences politiques dans les cégeps...

QU'EN EST-IL EXACTEMENT ?

Ces réserves importantes ne confèrent pas aux jeunes de 15 à 20 ans un statut d'experts en matière politique. D'autant plus qu'il existe d'autres sons de cloche qui semblent aller dans le sens des conclusions alarmistes tirées par les auteurs du sondage. L'étude exploratoire réalisée par la firme Sorecom, pour le compte du ministère de l'Éducation, laisse voir que les jeunes — collégiens, étudiants de secondaire IV et V, travailleurs — n'ont pas une conscience politique et sociale très développée[2]. Ils se contentent souvent de véhiculer les préjugés entendus dans leur milieu.

Une autre étude intitulée **Entre l'école et l'usine**[3] montre d'ailleurs l'importance dérisoire que les étudiants du secteur professionnel, à l'école secondaire, accordent à la connaissance de l'histoire du Québec. Voici le rang qu'occupe cette connaissance parmi une liste d'aspects que ces étudiants considèrent comme très importants :

Acquérir une grande habileté manuelle	83,2%
S'habituer à prendre soin de l'équipement	77,7%
S'habituer à supporter la fatigue physique	58,8%
Bien écrire le français	46,4%
Bien parler en public	69,3%

Parler anglais	54,7%
Connaître l'histoire du Québec	**2,9%**
Avoir une bonne connaissance théorique du métier	86,9%
Être bon en mathématiques	17,9%
Avoir une belle personnalité	53,6%

Ces données et le caractère spectaculaire du tableau précédent ne justifient pas encore de sauter aux conclusions au sujet de l'ignorance politique des jeunes de 15 à 20 ans. Car il s'agit d'une catégorie restreinte de ces jeunes. Et l'expression d'un intérêt pour la politique est un indice très relatif. On peut se dire peu intéressé à cause du rang auquel on place l'activité politique, mais y prêter tout de même une certaine attention.

Qu'en est-il exactement de l'« apolitisme » présumé des jeunes ? Pourquoi les générations actuelles paraissent-elles si différentes, politiquement, de celles qui les ont précédées ? Une analyse systématique des comportements, des attitudes et des opinions des jeunes viendrait-elle confirmer ces impressions qui semblent si fortement ancrées dans les esprits ? Des événements majeurs comme le conflit des prêts et bourses, à l'automne de 1978, et le Référendum du printemps 1980 ne contribuent-ils pas à ébranler bien des « certitudes » en ce qui a trait à l'inactivité politique et sociale des jeunes ?

LA COTE DE POPULARITÉ DE LA POLITIQUE EST-ELLE À LA BAISSE ?

L'un des indices couramment employé pour apprécier le degré de ferveur politique des jeunes vise à déterminer la place de la politique dans l'échelle des activités humaines et sociales.

La thèse de doctorat de Jean-Paul Gélinas, un éducateur expérimenté en milieu collégial, conclut que la cote de popularité de la politique est très basse. Parmi une liste de dix réalités socio-éducatives telles que les études, la famille, les amis, etc., la politique arrive au neuvième rang, juste avant le bénévolat et après la religion. L'auteur souligne également que certains phénomènes l'ont surpris, en particulier l'immobilisme des motivations politiques des étudiants : « J'avais émis l'hypothèse au départ de voir progresser les motivations politiques parallèlement avec le niveau d'acquisition des connaissances. Je n'ai découvert que des tendances »[4].

Il faut comprendre ici par immobilisme que les motivations ne varient pas substantiellement, qu'on soit en première année, en deuxième ou en troisième année d'étude. On ne sort pas du cégep plus motivé qu'on ne l'était lorsqu'on y est entré.

Même s'il faut bien reconnaître que la politique vient particulièrement loin dans l'échelle des activités des jeunes, que peut-on tirer d'un indicateur qui prétend ou fait semblant de situer l'activité politique au rang d'activité comme la vie de famille et le travail ? N'est-ce pas se condamner à retrouver la politique aux derniers échelons des centres d'intérêts des jeunes ? Comme c'est le cas dans le tableau suivant extrait d'une autre étude[5] qui remonte à 1974 :

> Parmi les activités suivantes, de laquelle pensez-vous tirer le plus de satisfaction dans votre vie future :
>
> | | |
> |---|---|
> | — votre carrière ou votre occupation | 20,0% |
> | — votre vie de famille | 55,0% |
> | — vos loisirs | 3,0% |
> | — vos croyances ou activités religieuses | 1,0% |
> | — votre vie intellectuelle ou créatrice | 8,0% |
> | — votre participation aux affaires de votre communauté ou de votre pays | 2,0% |
> | — vos relations avec vos amis ou avec les gens en général | 10,0% |

Essayer de cette façon de connaître les attentes des collégiens, c'est donner raison au sarcasme de Saint-Exupéry au sujet des grandes personnes qui aiment les chiffres, sans toujours percevoir qu'ils cachent plus de choses qu'ils n'en révèlent. Une autre enquête (1977) qui n'est qu'un coup de sonde auprès de 125 jeunes de 14 à 19 ans qui fréquentaient alors la bibliothèque municipale de Ville Saint-Laurent[6] vient illustrer la fragilité de l'indicateur fondé sur une échelle d'activités humaines. Parmi une liste contenant 33 thèmes suggérés, l'actualité politique au Québec se retrouvait au 14e rang des sujets qui intéressaient personnellement les répondants. C'est un rang enviable si on reconnaît la difficulté initiale pour la politique de déloger certaines réalités. On peut y voir l'effet spécifique d'une plus grande curiosité chez une clientèle de bibliothèque. Mais on peut constater que la politique n'est pas nécessairement exclue des préoccupations centrales des jeunes, dès qu'elle est placée à côté de réalités qu'elle peut espérer concurrencer.

C'est dans ce contexte également qu'il faut envisager d'autres indicateurs connexes qui paraissent plus sûrs, à première vue. Dans l'étude citée, **Entre l'école et l'usine**[7], on note que seulement 10,2% des étudiants de l'enseignement secondaire professionnel se disent beaucoup intéressés par la politique; 44,2% manifestent un peu d'intérêt et 45,3% n'y en attachent aucun. Au palier collégial, l'étude que Roland Bernier mène chaque année auprès des étudiants du Collège de Sainte-Foy montre également un intérêt relativement faible pour la politique[8]. Celle-ci n'a aucune importance pour 10,0% de ces étudiants; quelque importance et peu d'importance pour 23,6% des répondants.

Mais on ignore tout du contenu de cet intérêt. Un étudiant qui suit les grands événements politiques et qui s'apprête à exercer son droit de vote ne peut-il pas faire partie de ceux qui estiment ne porter qu'un intérêt mitigé envers la politique ? Est-ce effectivement le cas, selon les critères mêmes de la science politique ?

DES INDICATEURS D'ORDRE PLUS QUALITATIF

Dans un commentaire d'une étude sur les motivations politiques des jeunes, un collaborateur du *Devoir* regrettait que l'auteur n'ait pas dépassé le langage froid des chiffres pour parler également du cégépien « qui est devant sa vie à vivre »[9]. Une entreprise analogue a déjà été menée, sous la forme d'une cinquantaine d'entrevues en profondeur auprès de jeunes de la région de Montréal qui avaient abandonné leurs études collégiales depuis un an ou deux[10]. L'étude décrit trois types de jeunes en fonction des questions politiques et sociales qui retiennent leur attention. L'intérêt de l'étude réside dans le fait qu'elle va plus loin que le simple constat d'une jeunesse réticente à se « mobiliser ». C'est en ce sens que l'étude apporte un éclairage qui conserve une pertinence.

D'une façon générale, les jeunes rencontrés apparaissent peu sensibilisés à l'univers politique. Ils sont plus préoccupés par leur devenir personnel que par l'évolution de la planète, fût-elle ramenée aux dimensions d'un jardin. Mais si on n'aspire pas à s'impliquer socialement ou politiquement, on ne cherche pas non plus à vivre en marge de la société. Le fait de se sentir étranger au monde de la politique n'est pas synonyme d'une méconnaissance totale des réalités qui entourent les jeunes.

Le groupe le plus éloigné de la politique n'en manifeste pas moins une vague inquiétude vis-à-vis des problèmes généraux comme le rôle de l'argent dans la société ou le phénomène de la guerre. Ils se montrent peu ou mal informés des problèmes qu'ils évoquent. Les changements qu'ils perçoivent concernent d'abord les domaines technologique et scientifique. Quand ils envisagent diverses réalités à caractère plus spécifiquement politique telle l'indépendance du Québec, ils affichent carrément une indifférence ou une solidarité toute sociologique : « Si ce n'était de mes amis, je ne serais même pas indépendantiste. Moi, c'est rien que pour être dans la bonne gang. Je ne suis pas nationaliste du tout; je le dis franchement, c'est pour faire comme les autres »[11].

Une **deuxième** catégorie de jeunes comprend ceux qui sont au courant des réalités socio-politiques et qui s'y intéressent, mais qui ne vont pas jusqu'à s'impliquer activement. Leurs préoccupations demeurent davantage au plan humain qu'à celui proprement politique. Ces jeunes se rattachent par bien des aspects au courant de la contre-culture, même s'il s'agit là d'une appartenance souvent plus idéologique que réelle. Leur action se borne à diffuser leurs façons de penser et leur mode de vie. Les problèmes de l'environnement, de la pollution, de la surpopulation des centres urbains les touchent plus que l'avenir socio-politique de la collectivité. On se montre modérément optimiste face à l'avenir. Demain sera semblable à aujourd'hui ou peut-être meilleur, selon l'état d'âme du moment : « Lorsque je suis optimiste, je dis que ça va évoluer et en venir à une libération de l'être humain, un retour à la nature. Pas dans dix ans mais bien plus tard. Dans dix ans, ça va être encore l'administration, la bureaucratie, comme dans « le meilleur des mondes »[12].

Un **dernier** groupe très minoritaire de jeunes ex-étudiants collégiaux est composé de ceux qui étaient intéressés à la politique lorsqu'ils fréquentaient le cégep et ils le sont demeurés au sortir de celui-ci. Ces jeunes sont préoccupés par des réalités politiques concrètes et adoptent une attitude critique à l'égard de la politique.

ils militent au sein de divers mouvements pour trouver des solutions aux problèmes. La plupart du temps, ils sont optimistes quant à l'avenir social. Ainsi, un de ces jeunes exprimait cette opinion :

> « Je pense qu'il y a énormément de chemin qui va se faire en dix ans... il y a beaucoup de gens qui s'informent, qui militent; des syndicats qui deviennent de plus en plus puissants, des gens qui se regroupent... d'ici cinq ans, on va arriver à un éclatement : tant au niveau de la prise du pouvoir par les Québécois dans les différents domaines que par des nouveaux moyens pour atteindre leurs buts par la direction des entreprises... »[13].

Malgré le fait que tous ces jeunes aient déjà quitté les études, leurs témoignages permettent d'apporter un éclairage intéressant sur les projets ou l'absence de projets socio-politiques des étudiants eux-mêmes. Car on remarque une continuité certaine dans le cheminement des ex-collégiens. Ceux qui étaient impliqués politiquement à l'époque des études le sont demeurés; ceux qui l'étaient peu sont devenus indifférents à la chose publique. Ces témoignages rendent surtout compte de la complexité de la relation que les jeunes entretiennent avec le monde politique.

DES INDICATEURS PLUS CONSISTANTS

La participation au vote, à l'occasion d'une élection, représente sûrement l'un des indices les plus solides dont nous disposons pour apprécier la culture politique des jeunes. Malheureusement, les nombreux sondages régulièrement effectués nous renseignent fort peu sur leur taux d'abstention. Il arrive même rarement que les sondages isolent les jeunes de 18 à 20 ans. Même lorsqu'on l'a fait, comme dans celui réalisé quelques jours avant le référendum du 20 mai 1980 par Maurice Pinard et Richard Hamilton, la façon de diffuser les résultats n'a guère permis de connaître le taux d'abstention. Et cel à cause du regroupement pêle-mêle des indécis, des refus de répondre et des cas d'abstention.

Il faudrait réaliser des sondages après les élections car la distance entre l'intention d'aller voter et le geste concret de se déplacer pour se rendre dans un bureau de scrutin peut s'avérer particulièrement grande chez les jeunes. Tous les organisateurs d'élections savent pertinemment bien que les jeunes électeurs sont plus sujets à se laisser distraire par d'autres activités ou même à succomber à des oublis aussi flagrants que celui de négliger de s'inscrire sur les listes des votants éligibles.

L'étude A.S.O.P.E. sur les aspirations scolaires et les orientations professionnelles des étudiants fournit des indications sur la participation des jeunes au processus électoral[15]. Il convient de rappeler d'abord que la première cueillette d'informations, qui eut lieu au printemps 1972, fut faite auprès de 20,350 étudiants de secondaire I, III, V et de Cégep II. Si les étudiants francophones avaient eu à voter à une élection provinciale, au moment de l'enquête, de 10,1% à 12,3%, selon le niveau d'étude, auraient préféré ne pas exercer leur droit de vote. Ce taux d'abstention est passablement plus élevé que celui observé chez les étudiants anglophones.

En outre, 10,0% des étudiants de secondaire V jugent la politique sans intérêt; 6,1% des collégiens inscrits en deuxième année partagent également cet avis. Il faut aussi tenir compte du fait que près du tiers des jeunes faisant partie de l'échantillon d'A.S.O.P.E. affirment ne pas savoir pour quel parti voter. Cette indécision reflète en partie une information insuffisante en matière politique.

Dans l'ensemble, ces données traduisent une motivation politique relativement faible, même s'il est vrai que les étudiants se trouvaient placés dans une situation hypothétique d'élection. Le contexte électoral crée un climat qui stimule beaucoup le goût pour la politique. Mais dans l'état actuel de nos connaissances sur la culture politique des jeunes, il semblerait réaliste de s'appuyer sur des hypothèses qui insistent sur une certaine désaffection à l'égard de la politique. Ce manque d'intérêt n'est cependant pas aussi généralisé qu'on le croit en certains milieux. Il faudrait donc faire intervenir diverses variables susceptibles de dresser un portrait nuancé de la situation réelle. On peut déjà se rendre compte qu'il existe une différence assez importante entre les filles et les garçons. La thèse de doctorat de Gélinas[16] va dans ce sens. C'est le cas également du coup de sonde réalisé auprès d'un petit groupe de jeunes fréquentant une bibliothèque. C'est ainsi que l'actualité politique québécoise se classe en troisième place chez les garçons et en trente et unième chez les filles[17].

Pour bien évaluer toutes les dimensions de la culture politique des jeunes, il faudrait surtout analyser leurs comportements au lieu de s'en tenir aux seules attitudes et opinions. Le comportement des jeunes à l'occasion de divers événements est une forme d'indicateurs à développer. À titre d'illustration, nous allons maintenant nous intéresser à deux périodes marquantes des récentes années, soit le conflit des prêts et bourses et le référendum de mai 1980. L'automne 1978 et le printemps 1980 renforcent-ils ou détruisent-ils le mythe de la démobilisation des jeunes, autre facette du présumé refroidissement de la jeunesse d'ici et d'ailleurs ? Voilà tout au moins une voie nécessaire pour la poursuite de la réflexion sur le dynamisme sociopolitique de la jeunesse.

L'AUTOMNE 1978

> Et s'il y avait derrière la lutte des prêts et bourses des questions de fond comme par exemple le droit au travail, le droit d'accéder aux études supérieures pour les fils et filles des classes sociales moins favorisées, le droit d'étudier sans s'endetter ?[18]

C'est un sentiment de malaise que l'on éprouve à la relecture du dossier de ce conflit, qui en novembre et décembre 1978, paralysa, au plus fort de la crise, une trentaine de cégeps. Malaise devant le simplisme et l'étroitesse de certains griefs d'étudiants, devant la division interne de la communauté collégiale, devant leur stratégie improvisée. Malaise devant le peu d'intérêt que la plupart des parents ont accordé au contenu de la lutte et à ses causes. Malaise devant l'administration des collèges qui, habituée, un peu indifférente, ferma les cégeps, paya les enseignants et fit des hypothèses sur un calendrier possible de récupération. Malaise

devant les syndicats d'enseignants qui appuyèrent les étudiants : « Il n'y a qu'une explication à cet appui inconditionnel, écrit Lise Bissonnette, et elle est marchande. C'est le troc : n'embêtons pas les étudiants aujourd'hui et ils ne nous embêteront pas demain »[19]. Malaise devant certains articles et reportages de la presse qui essaya d'imposer l'idée que les cégépiens étaient en vacances, irréalistes, manipulés et qui, sauf de rares exceptions, ne fit pas la moindre analyse des causes réelles du conflit. Malaise, enfin, devant la stratégie gouvernementale qui, forte de l'appui de la population, ne s'engagea pas dans une véritable discussion avec les étudiants sur la question de la gratuité scolaire et du service civique; il préféra patienter et attendre que le mouvement étouffât !

Si la presse dénonça l'immaturité dont firent preuve les étudiants dans la présentation et la défense de leur cause, dans la stratégie qu'ils déployèrent, il est un point, néanmoins, qu'elle oublia de mentionner : **l'attitude critique et saine** de nombreux étudiants. C'est dans les lettres de ces derniers, et non dans les éditoriaux de l'époque, que l'on retrouve les meilleures analyses du conflit. Nous donnons, à la note vingt la référence exacte de quelques-unes de ces lettres qui apparaissent être parmi les plus importantes.

> « Se pourrait-il qu'au travers de certaines exagérations, au-delà d'un désir possible chez certains de se payer quelques vacances, et malgré une inconscience sociale probable chez d'autres, il y ait un fondement à des demandes récurrentes ? Cette série de grèves, comme la précédente, a commencé en dehors des grands centres, là où les taux de chômage sont les plus élevés. Combien d'étudiants auront pu trouver un emploi et combien en auront eu un pour tout l'été ?... Les certificats de prêts arrivent tard pendant l'automne, les bourses ne sont distribuées qu'après les Fêtes. Pourtant les propriétaires de logements demandent habituellement à être payés sans tarder, pourtant les épiciers ne sont pas toujours prêts à faire crédit » Il arrive malheureusement plus souvent qu'on ne le pense que des parents n'aident pas ou peu financièrement leurs enfants alors que d'après les calculs du service des prêts et des bourses, ils le devraient... Puis tous les ex-étudiants ne trouvent pas nécessairement un emploi dans les six mois qui suivent la fin des études; pourtant, passé ce délai, il leur faut déjà commencer à rembourser leurs dettes... Il est vrai que plusieurs revendications de l'ANEQ sont exagérées... mais le gouvernement a-t-il le droit de s'appuyer comme il le fait présentement sur les insuffisances des étudiants... ? Bien sûr, le gouvernement a d'autres problèmes, bien sûr, les étudiants ne sont pas les seuls citoyens du Québec, mais ils en sont citoyens, justement. Et un étudiant qui a peine à joindre les deux bouts n'est pas moins pitoyable qu'un travailleur dans le même cas »[21].

Nous avons cherché dans la presse écrite de l'époque une présentation de la question aussi calme, aussi réfléchie et nous n'en avons pas trouvé... hormis dans d'autres lettres d'étudiants.

Aussi, les collégiens n'épargnèrent-ils pas la presse. C'est avec vigueur et ironie qu'ils dénoncèrent certains articles qui tentaient de les faire passer, aux yeux du grand public, pour des enfants gâtés et des guignols. Et ils rappelleront au Gouvernement que le programme de son parti affirmait certains droits des étudiants et énonçait même une possibilité de pré-salaire. Mais c'est surtout l'impression de ne pouvoir engager un dialogue véritable qui consterna le monde étudiant. La gratuité scolaire viendrait en son temps. Les étudiants se sentirent floués, bernés, mystifiés.

Ce conflit eut diverses conséquences. Plusieurs cégeps, au printemps 1979, se désaffilièrent de l'A.N.E.Q. (l'Association nationale des étudiants québécois), lui reprochant son inefficacité, son incompétence mais aussi son idéologie gauchiste[22]. Un autre effet de cette grève avortée fut le repli des étudiants sur eux-mêmes, leur résignation, leur silence lourd à l'égard d'une société qui ne les prit pas suffisamment au sérieux. Un témoignage d'une étudiante, paru dans **Le Devoir** un an après le conflit, reflète, semble-t-il, les réactions de plusieurs.

> Ces revendications semblent exagérées dans le Québec actuel. Comme si, déjà privilégiés parce que nous avions accédé à des études supérieures alors que d'autres vivent des situations plus précaires, nous réclamions des vacances payées dans le Sud, à Noël, histoire de se reposer. Ou des repas gratuits. Ou bien...
>
> (...) Et le rire a fusé comme une grande traînée de poud[illegible], principalement dans les médias d'information. Sauf que moi, je ne ris plus. On a déjà trop ri des étudiants. Non seulement reçu avec un préjugé défavorable, un des seuls actes « d'éclat » que nous avons posé a été tourné en ridicule, constamment comparé, et de façon péjorative, à ceux de nos prédécesseurs du temps de la « brillante » UGEQ. Et pourtant... En ce moment où les négociations du secteur public occupent toute la scène, personne ne songe à les ridiculiser. Chaque citoyen craint des débrayages qui perturberont ses droits fondamentaux, et espère avec un air contrit que cela ne sera pas trop long. La résignation s'est installée.
>
> Il y a néanmoins autant matière à rire que lors des manifestations étudiantes. L'ironie des jeunes intellectuels gouvernementaux ou de nos « amis » syndiqués s'exerce avec moins d'acuité à l'égard du Front commun que des jeunes. Le Front commun, c'est tout le secteur public qui est paralysé; les étudiants, c'est une clownerie, un mouvement naïf ou réactionnaire.
>
> (...) Écartelés, les jeunes préfèrent officiellement et apparemment se taire. La contestation traditionnelle ne mène nulle part.[23]

Ce long extrait d'une analyse lucide du conflit des prêts et bourses permet bien d'entrevoir toute la brièveté des diagnostics qui s'arrêtent à la démobilisation des jeunes. C'est que ces constats s'empressent de disqualifier les efforts de mobilisation jugés dérisoires, tout en refusant de chercher la signification du « silence » des jeunes. La société ne souhaite pas seulement que les jeunes reprennent à leur compte les idéaux de leurs aînés. Elle refuse de voir l'image de revendication que ces jeunes lui renvoie. Dans une société où c'est la logique de la revendication qui guide les groupes d'intérêts, les jeunes ne semblent pas avoir le droit de se joindre au jeu collectif. Aux jeunes la défense des nobles causes, aux adultes les discussions sérieuses.

L'analyse d'événements comme celui du conflit des prêts et bourses nous en apprendrait beaucoup sur les attitudes politiques des jeunes. Y compris sur les contradictions dans leur discours. Car le survol rapide que nous avons fait de l'événement ne doit pas masquer les lacunes d'une lutte mal préparée, mal orchestrée, où tout le monde fut perdant. Il y aurait beaucoup à dire sur la façon des étudiants de présenter leur cause, sur la manière d'associer la masse étudiante, etc. Qu'il suffise de souligner l'absence de préparation de dossiers illustrant de façon concrète les problèmes financiers vécus par les étudiants. Ou de noter le langage de certains ténors du mouvement : « Ceux qui prétendent que l'acceptation de nos reven-

dications aura comme effet d'augmenter les impôts des travailleurs répètent la propagande du gouvernement. C'est la politique de l'État de faire payer le peuple pour la crise, et non celle des étudiants... »[24].

LE PRINTEMPS 1980

> Nous voici tous Québécois, Québécoises arrivés à un moment décisif, à un carrefour. Après des années de discussion, de « crises » constitutionnelles, d'enquêtes et de rapports, le temps est venu de choisir librement, démocratiquement. Un rendez-vous historique, au printemps prochain, nous en fournira, pour la première fois, l'occasion.[25]

Les jeunes ont été présents à ce rendez-vous historique. Le simple fait d'enregistrer ce constat ne jette-t-il pas un pavé assez lourd dans la marre de la thèse de la démobilisation des jeunes ? La campagne référendaire suscita un intérêt assez fort chez les étudiants qui se regroupèrent sous la bannière de MEOUI (Mouvement étudiant pour le oui) et sous celle du CENON (Comité étudiant pour le nom)[26]. Ces deux mouvements furent assez actifs, organisant des comités locaux, des semaines sur la question nationale, des conférences, des mini-référendums. Ils divergeaient néanmoins non seulement par l'option mais encore par **leurs méthodes de travail** et **leurs objectifs** à court et moyen terme.

Le CENON s'identifiait sans réserve au Parti libéral du Québec et se rangeait derrière l'option constitutionnelle du chef de parti. Le mouvement s'était donné une direction provinciale et adjoint une dizaine de coordonnateurs régionaux dont plusieurs étaient engagés à temps partiel. Leurs comités étaient autant de cellules libérales organisées et financées par la commission Jeunesse du PLQ. Ils se disaient prêts, à la rigueur, à accepter dans leurs rangs des membres d'autres partis politiques provinciaux ou fédéraux. Les responsables visaient tout autant la campagne du référendum que celle de la prochaine élection.

Le MEOUI avait été mis sur pied en octobre 1979 à la suite d'un colloque de sensibilisation au référendum organisé par la Société Saint-Jean Baptiste de Montréal. Le MEOUI garda ses distances vis-à-vis du gouvernement et des associations de comté. Ses porte-parole entreprirent plutôt de rallier tous les tenants du OUI à la question que poserait le gouvernement. Les militants n'avaient pas de ligne politique commune, prenant bien soin de se démarquer du gouvernement et du Parti Québécois.

En règle générale, les divers comités s'auto-finançaient en vendant des macarons et en faisant appel aux sociétés nationales de leur région. Durant la campagne, ils favorisèrent, davantage que les partisans du NON, les manifestations spectaculaires, les colloques et même les débats contradictoires quand leurs opposants y consentaient.

Si le OUI l'emportait, les militants seraient là pour élaborer un projet de constitution d'un Québec souverain, car le MEOUI était d'abord souverainiste et, en-

suite, si c'était possible, favorable à une entente avec le reste du Canada. Le groupement, après le Référendum pourrait prendre l'aspect « d'états généraux de la jeunesse » qui viseraient à rassembler les étudiants nationalistes après le 20 mai 1980. De fait, l'ex-MEOUI, qui veut se transformer en un « mouvement de jeunes québécois », vient de proposer la tenue, en 1980-1981, d'états généraux de la jeunesse afin d'élaborer un projet de société qui ne s'appliquerait pas nécessairement à un Québec indépendant[27].

Ce rappel de l'existence du MEOUI et du CENON vise à mettre en valeur le fait qu'il est peut-être prématuré d'accoler à toute une jeunesse l'image d'une insensibilité à son environnement socio-politique. Car il y a le risque, comme le souligne avec pertinence une étudiante déjà citée, de générer un sentiment d'incapacité à force de se faire dire qu'on ne peut rien faire :

> « Beaucoup d'hypothèses s'affrontent pour se rejoindre néanmoins dans une même conclusion ! Les jeunes ne sont rien, ne font rien... les jeunes ne sont pas là. **Le jugement** est aussi imprécis que largement partagé... Absents de la politique, des principales luttes et de l'action indépendantiste, les jeunes **sont vus** comme une masse inerte, presque inutile. Et à force de l'entendre, ils ont presque fini par le croire. Ils ont fini par se dire que l'absence était préférable à l'activité, que la discrétion de leur jeunesse était moins douloureuse qu'une révolte inutile. **Car le message est très fort : être jeune signifie être incapable**... L'apathie s'installe pour de bon, comme soudée à cette inexorable vérité à priori de notre incompétence... ».[28]

CONCLUSION

La participation, somme toute assez active, au débat référendaire est un signe supplémentaire de la nécessité de creuser le sens de l'apolitisme des jeunes. La cause est loin d'être entendue. On pourrait aboutir évidemment à la confirmation amplifiée du désintéressement des jeunes à l'égard de la politique. On serait alors en présence d'une jeunesse qui a complètement « débarqué » des sentiers de l'univers politique. Les manifestations activistes mentionnées plus haut ne seraient alors qu'une diversion trompeuse alimentée par un certain nombre d'irréductibles militants.

Comme il est possible qu'un approfondissement de la connaissance de la culture des jeunes permette de voir surgir de nouvelles formes de politisation qui auraient largement échappé à l'oeil adulte enlisé dans les schémas traditionnels de l'activité politique.

Comme il se peut également qu'on retrouve chez les jeunes un certain désabusement politique non inconnu des adultes eux-mêmes. Les soubresauts considérables de l'économie et de la technologie d'une société de plus en plus difficile à gouverner ne semblent pas de nature à encourager les individus à essayer d'agir sur leur environnement. Comment s'étonner qu'il y ait, devant cette complexité, des jeunes qui avouent ne comprendre ni le langage ni les mécanismes de la politique ?

Il est en effet difficile de se passionner pour ce que l'on ne comprend pas et de s'aventurer dans une entreprise où on a peu de moyens d'agir. Cette forme de désarroi politique a peut-être accompagné également la découverte que le capitalisme et le socialisme possèdent leurs propres lois de férocité. À ces égards, le témoignage d'un étudiant est très révélateur :

> « Moi, et je n'ai l'impression d'être représentatif que d'une minorité, d'une marginalité, jeunes de coeur mais de différents âges physiologiques, **j'ai débarqué**. Je n'ai plus envie de me gargariser de mots qu'ils soient à saveur marxiste ou nationaliste. J'ai envie de lire, de connaître pour agir certes, mais avant tout sur moi, sur les gens qui m'entourent. Je n'ai pas envie de changer le monde parce que toutes les théories visant à le faire ont fait plus de morts que toutes les bombes nucléaires réunies. J'ai envie de bien m'alimenter, de faire du sport pour me réaliser pleinement au plan physique, de vivre des expériences avec mes proches, de réaliser une certaine égalité entre hommes et femmes, une harmonie dans le couple. Pour moi la démocratie part avant tout de là : la prise en main de chacun par chacun.
>
> Les problèmes sociaux sont plus complexes, plus larges, oui. Mais à chacun de tenter de trouver des solutions précises sans les relier à un ensemble aussi théorique qu'utopique. Je ne peux plus croire que la question des femmes, des classes défavorisées, des minorités ethniques soit liée à la révolution. Bref lutter encore mais sur des problèmes plus circonstanciels que globaux. Et si au bout de cela le système actuel tombe, je ne fondrai pas en larmes.
>
> Autrement dit au lieu de grands soirs, des matins ensoleillés, et au lieu des lendemains qui chantent, des aujourd'huis qui fredonnent ».[29]

Il vaut la peine de reprendre la conclusion de ce texte fort intéressant : « ... et au lieu des lendemains qui chantent, des aujourd'huis qui fredonnent ». Voilà un renversement de perspectives qui est en soi un filon à suivre pour répondre pleinement à toutes les interrogations sur le refroidissement de la jeunesse. S'adonner à des « aujourd'huis qui fredonnent », ce n'est pas nécessairement faire preuve d'individualisme, de pragmatisme lucide, voire de pessimisme mal assumé. Les modèles auxquels se référaient les générations précédentes ont perdu quelques plumes, euphémisme pour dire qu'ils ressemblent à des oiseaux complètement déplumés.

Le silence, tel semble être le choix politique des jeunes. Mais ce silence ne marque pas nécessairement un temps d'arrêt; il peut être le début d'une révolution intérieure qui investit ses énergies dans des projets plus à la portée de l'individu. Beaucoup de jeunes auraient probablement le goût de répliquer à Félix Leclerc qui leur reprochait de ne plus chercher à rapailler le bateau quand les autres flanchent un peu :

> Non Félix, nous ne fumons pas et nous ne rêvons plus,
> Nous attendons,
> Avec l'héritage vertigineux d'un pays à faire,
> Avec le poids des exigences des autres,
> Avec l'ambiguïté d'une société inquiète,
> Avec pourtant une volonté au coeur qu'on cultive malgré soi
> Et surtout **malgré les railleries** de nos aînés,
> Parce que de toutes façons, il faudra agir pour vivre dans ce pays,
> Nous ferons nous aussi l'histoire.[30]

NOTES

LES JEUNES ET LA POLITIQUE

1. Gérard Loriot, « Des collégiens politiquement incultes », *Le Devoir*, 20 avril 1979.
2. Sorecom, *op. cit.*
3. Marcel Fournier, *Entre l'école et l'usine*, Éd. Coopératives Albert Saint-Martin et Centrale de l'enseignement du Québec (CEQ), 1980, p. 103.
4. Jean-Paul Gélinas, *Les motivations politiques des étudiants du cégep de Sainte-Foy*, Québec, Université Laval, 1979, 365 p.
   Quelques articles de journaux ont fait écho à cette recherche : Huguette Roberge, « Au cégep de Sainte-Foy, les étudiants sont peu politisés », *La Presse*, 23 octobre 1979; Réjean Lacombe, « La politique intéresse peu les cégépiens de Sainte-Foy », *Le Soleil*, 27 octobre 1979.
5. Paul Béland, *Les attentes des étudiants de niveau collégial, traduction scolaire d'un milieu socio-économique*, Conseil supérieur de l'éducation, mai 1974, p. 16.
6. Janina-Klara Szpakowska, *Besoins en information et en services documentaires chez les jeunes de 14 à 19 ans*, Sondage réalisé à la Bibliothèque municipale de Ville de Saint-Laurent, novembre 1977, Université de Montréal, 1978.
7. Marcel Fournier, *op. cit.*, p. 107.
8. Roland Bernier, *Dix ans d'enquête*, Sainte-Foy, mai 1976.
9. Christian Dufour, « Les cégépiens à froid », *Le Devoir*, 19 octobre 1981.
10. Diane Bélanger, *L'abandon scolaire au collégial*, Université de Montréal, 1975. (Thèse de maîtrise).
11. *Idem.*
12. *Idem.*
13. *Idem.*
14. *Le Devoir*, 16 mai 1980.
15. A.S.O.P.E. (Aspirations scolaires et orientations professionnelles des étudiants), *Analyse descriptive des données de la première cueillette. Les étudiants*, Vol. 1, Université Laval et Université de Montréal, 1974, p. 194.
16. Jean-Paul Gélinas, *op. cit.*
17. Janina-Klara Szpakowska, *op. cit.*
18. Pierre Dostie et autres, « On simplifie trop les problèmes des étudiants, *Le Quotidien*, 13 décembre 1978.
19. Lise Bissonnette, « Entre deux cynismes », *Le Devoir*, 9 décembre 1978.
20. Voici quelques-unes de ces lettres qui apparaissent être parmi les plus importantes. Il a malheureusement été impossible de retracer dans l'ensemble de la Presse du Québec *tous* les articles ou lettres écrits par des étudiants.
    — *Le Devoir :* Édith Gendron, « l'ANEQ bafoue les étudiants », 1er décembre 1978; Micheline Carrier, « Les demandes des étudiants sont facilement rejetées », 1er décembre 1978; Un groupe d'étudiants « La démocratie au cégep de Saint-Laurent », 7 décembre 1978; Marie-Andrée Beaudoin, « La conscience politique des étudiants », 9 janvier 1979; Mireille Simard, « De la révolution tranquille à la génération tranquille », 7 novembre 1979.
    — *La Presse :* Patrick Albert, « La gratuité scolaire totale ? Pourquoi pas ? », 19 décembre 1978.
    — *La Voix de l'Est :* Richard d'Auteuil, « Le PQ a changé depuis 1976 », 18 janvier 1979; Marcel Colbert, « Les étudiants doivent être réalistes », 18 janvier 1979; Jean-Claude Boutin, « Les collégiens se défoulent », 30 novembre 1978.
    — *Le Soleil :* Nicole Silvy et Lise Noël, « Des cégépiennes s'expliquent », 30 novembre 1978; Pierre Tardif, « Est-il normal qu'un étudiant soit endetté ? », 4 décembre 1978; Jacques Sauvageau, « Les fils des riches en profiteront », 4 décembre 1978; Bernard Lagacé et autres, « Les indépendantistes appuient les étudiants », 13 décembre 1978; Claude Harvey, « La gratuité scolaire : une promesse vieille de trente ans », 13 décembre 1978; Alain Léonard et Jean Lavoie, « Pourquoi le volte-face des étudiants de Ste-Foy », 14 décembre 1978; Chantal Bresse, « Des chiffres sur les reven-

dications des étudiants », 14 décembre 1978; Roger Robidoux, « Les étudiants démunis en souffrent », 18 décembre 1978; Paul-André Lebrun, « Des gauchistes chez les étudiants », 28 décembre 1978; Christine Tremblay, « Les étudiants ne sont pas tous de famille à l'aise », 3 janvier 1979.

— *Le Nouvelliste* (Trois-Rivières) : : Dominique Tremblay, « Le conflit étudiant », 1er décembre 1978 ; Pierre Denis, « Y a-t-il place à l'information objective sur le cégep ? », 6 décembre 1978; Jacques Chiasson et autres, « Manque d'intérêt ou hésitation ? », 7 décembre 1978; François Cossette, « Que veulent les étudiants de Trois-Rivières ? », 7 décembre 1978; Alain Naud, « Ignorance ou irresponsabilité ? », 7 décembre 1978.

— *Le Quotidien* (Chicoutimi) : Bernard Tremblay, « Les contestataires endorment les cégépiens », 7 décembre 1978; Dominique Lapointe, « Trop d'étudiants ont un bandeau sur les yeux », 8 décembre 1978; Luc Bergeron, « Des gauchistes mènent les collégiens », 12 décembre 1978; Chantale Laforge, « Ils veulent étudier », 12 décembre, 1978; Jean-Paul Bédard, « Le mouvement étudiant a une vision bornée », 9 décembre 1978; Pierre Dostie et autres, « On simplifie trop les problèmes des étudiants », 13 décembre 1978; N. Gilbert, « Une cégépienne écoeurée », 13 décembre 1978.

21. Micheline Carrier, « Les demandes des étudiants sont facilement rejetées », *Le Devoir*, 1er décembre 1978.
22. Mariane Favreau, « Une vague de désaffiliation secoue l'ANEQ », *La Presse*, 20 avril 1979.
23. Mireille Simard, « De la Révolution tranquille à la génération tranquille », *Le Devoir*, 7 novembre 1979.
24. Louis-Philippe Lizotte, « Faisons reculer le gouvernement », *Pour l'organisation*, 4 décembre 1978.
25. *La nouvelle entente Québec-Canada*, Gouvernement du Québec, 1979.
26. « Des sondages du MEOUI donnent 70% de OUI chez les étudiants », dans *Le Devoir*, 6 mars 1980; « Le MEOUI et le CENON font la cour aux étudiants du Québec », dans *Le Devoir*, 12 mars 1980; « Le CENON boycottera le mini-référendum organisé par le MEOUI de l'Université de Montréal », dans *le Devoir*, « Voteraient OUI », dans *Dimancge-Matin*, 27 avril 1980.
27. Maurice Girard, « L'ex-Méoui se transforme et propose des états généraux », *Le Devoir*, 20 août 1980.
28. Mireille Simard, *op. cit.*
29. André Nadeau, « Devant une société tranquille », *Le Devoir*, 1er décembre 1979.
30. Yves Taschereau, « Interview : Félix Leclerc, le refus de vieillir », *Actualité*, février 1979.

LES JEUNES FACE AU TRAVAIL

Le Centre Saydie Bronfman présentait récemment une exposition de l'oeuvre du photographe américain Lewis Hine qui reproduit le visage d'une Amérique en pleine expansion industrielle :

> En 1917, Hine traversa plusieurs fois le continent américain, parcourant plus de 100 000 milles pour rassembler quelque 5 000 négatifs et épreuves qui dévoilaient pour la première fois aux Américains l'exploitation éhontée de la main-d'oeuvre enfantine dans les fabriques de conserve, les usines de verre et de textiles, les fonderies, les mines de charbon, les filatures, les marchés de nuit, les champs de betterave et de coton.[1]

Dans ce contexte de grande urbanisation et de croissance industrielle, le travail était considéré comme la plus grande des vertus. C'était l'époque par excellence de la dignité du travail malgré les conditions matérielles lamentables des travailleurs. C'était l'âge où, comme l'illustre une photographie de Hine, l'être humain se confondait véritablement avec la mécanique.

Cette évocation de l'oeuvre de Hine ne vise qu'à nous introduire de façon un peu vivante et concrète au coeur de la question qui est au centre de ce chapitre : quel sort les jeunes de la fin du 20e siècle réservent-ils à l'éthique du travail ? Avec comme question corollaire : le principe du plaisir n'a-t-il pas supplanté définitivement le travail comme pivot de la vie de milliers d'êtres humains ?

> Le mot travail vient de « tripalium », appareil à trois pieux qui sert à ferrer les chevaux rétifs, et qui, dans un deuxième sens, désigne un instrument de torture.

Dans les générations passées, le travail a toujours été le moyen de s'intégrer à la société, d'y jouer un rôle, fût-il modeste. Il permettait de satisfaire aux besoins essentiels de la vie, mais aussi de s'élever dans l'échelle sociale.

Mais le travail représentait plus qu'une valeur utilitaire. Dans les sociétés occidentales, il était accompagné de considérations éthiques et religieuses. Chassé du paradis terrestre par la faute originelle, l'homme est condamné à gagner son pain à la sueur de son front. Il est voué au travail comme à un châtiment. Ce thème du rachat par le travail servit les chefs de corvée du roi Salomon qui surent l'exploiter pour amener les travailleurs à accepter des corvées de plus en plus dures.

On comprend l'indignation de Marx à l'encontre de la reprise de cette conception biblique du travail par la bourgeoisie capitaliste du 19e siècle. Et pourtant il y a des auteurs[2] pour exprimer le point de vue que la démarche du marxisme face au travail est tout à fait parallèle à celle du christianisme. Dans la pensée marxiste, l'aliénation par et dans le travail est appelée cependant à se transformer en instrument de libération et d'épanouissement. Le prolétaire est la figure de l'homme nouveau, dans la mesure où le travail peut cesser d'être une forme de servitude.

Des générations entières d'adultes se sont soumises aux forces de la tradition et au modèle de développement des sociétés industrielles. Qu'en est-il présentement ? L'auteur du reportage sur l'exposition de Hine terminait son texte sur l'interrogation suivante : L'Amérique décrite par le grand photographe sociologue est-elle aussi lointaine qu'on le croit ? La question ne manque pas d'intérêt, en particulier dans le cas des jeunes. Ceux-ci ne sont-ils pas naturellement portés à remettre facilement en cause les cadres de vie des générations précédentes ? La

réponse n'est pas si évidente malgré bien des apparences. L'expression « refus de travail », que l'on entend assez fréquemment comme l'illustre le titre même d'un livre, **L'allergie au travail**[3], est peut-être confondue trop facilement avec une résistance à un travail monotone et dévalorisant. Le langage de la dignité du travail n'est peut-être pas aussi désuet qu'on le pense, même s'il est possible d'y trouver un sens nouveau ayant peu à voir avec la place occupée et le rôle rempli autrefois par le travail.

Mais avant d'essayer de répondre à la question de l'importance que les jeunes de 15 à 20 ans accordent au travail, il est nécessaire de rappeler quelques éléments du contexte dans lequel se pose cette interrogation. L'état actuel du marché du travail est évidemment de nature à colorer la place et la perception du travail chez les jeunes. À cet égard, il convient de garder à l'esprit l'existence d'une catégorie particulière de jeunes, ceux qu'on dit marginaux. Il y a d'autres réalités qu'on soupçonne tout autant que le chômage mais qu'on est plus facilement porté à oublier : la nature des emplois réservés aux jeunes et le genre de milieux de travail qui les attendent. Voilà autant de facteurs dont on ne peut faire complètement abstraction quand on cherche à connaître l'importance que les jeunes attribuent au travail et à percevoir les attentes qui en découlent. Les valeurs ne flottent pas dans les airs; elles sont solidement ancrées dans les conditions socio-économiques de l'époque.

LE CHÔMAGE DES JEUNES

L'état du marché du travail est l'un des éléments déterminants dans les attitudes des jeunes face au travail. Est-il nécessaire de décrire de nouveau ce que chacun est à même d'observer douloureusement autour de soi ? Les médias en témoignent régulièrement comme l'illustre la publication récente, dans le journal **Le Soleil**, d'une série d'articles sur « **Le chômage et la crise de l'emploi au Québec** », ou dans le **Devoir** d'un dossier intitulé « **Moving West** »[4]. Des organismes internationaux comme l'Unesco font valoir la dimension sociale de la pénurie d'emplois dans des sociétés où le travail est au centre du problème de l'accession à l'âge adulte.

Qu'il suffise de s'en tenir au rappel de quelques statistiques générales. Dans un autre document de l'Unesco, on souligne que « dans les vingt-trois pays les plus riches du monde, environ 40,0% de la totalité des chômeurs sont actuellement des jeunes de moins de 25 ans alors qu'ils ne constituent que 22,0% de la population totale »[5].

Le Québec ne fait naturellement pas exception à la règle. Le Bureau de la statistique du Québec a déjà démontré la situation particulièrement défavorisée des jeunes de 15 à 20 ans[6]. Le taux de chômage s'établissait, en 1978, à 23,1% alors qu'il était de 15,8% pour les jeunes de 20 à 24 ans et de 8,6% pour les travailleurs de 25 à 44 ans. La moyenne générale, au Québec, se situait à 10,9%. Au

moment, à l'hiver 1982, où Statistique Canada estime à 12,0% le taux de chômage, il serait surprenant que la configuration soit bien différente[7].

Une étude approfondie de l'Office de planification et de développement du Québec (O.P.D.Q.) indique que « cet écart entre les jeunes et leurs aînés existe depuis plusieurs années puisque déjà en 1970 le chômage des jeunes (15-24 ans) atteignait 2,3 fois celui des 25 et plus »[8]. Ce qui faisait dire à un économiste présent au Colloque sur les jeunes et le travail tenu au début de l'année 1981 que « les adultes ont appris depuis longtemps à faire porter le chômage conjoncturel par les jeunes »[9].

À partir de ce sombre tableau, il est possible d'apporter toutes les nuances qui s'imposent. Les **unes** pour assombrir davantage la situation, en faisant référence à des phénomènes comme le chômage déguisé, celui des jeunes qui poursuivent leurs études dans le seul but d'éviter de gonfler les statistiques officielles. Les **autres** nuances pourraient constituer, jusqu'à un certain point, des lueurs d'espoir. On sait, d'après les études menées par le ministère de l'Éducation[10], que le niveau de scolarité influence les chances d'accéder au marché du travail : en 1978, 23,5% des « sortants » de l'école secondaire sont chômeurs comparativement à 13,5% pour les finissants du collégial et à 4,0% pour ceux de l'université. En outre, ce manque à travailler atteint de manière différente les jeunes selon le secteur d'étude. **Au palier collégial**, les finissants de l'enseignement professionnel ont le taux de chômage le plus bas, soit 9,7% pour les garçons et 9,5% pour les filles. **Au secondaire**, ce sont les étudiants du secteur professionnel long qui s'en tirent le mieux avec 16,1% alors que ceux du professionnel court vivent un taux de chômage de 32,2%.

LES INCLASSÉS

Si le contexte d'incertitude économique est bien connu, il n'en va pas de même de la situation de ceux et de celles qui ne sont ni à l'école ni sur le marché du travail. Les statisticiens les appellent, bien négativement, les non-étudiants non-actifs. Les gens cultivés les nomment marginaux, parfois délinquants. Nous les appellerons ici les inclassés.

Combien sont-ils ? Que font-ils ? À vrai dire, on l'ignore. Qu'attendent-ils de la vie ? Comment voient-ils leur avenir ? On ne le sait pas. Aucune étude complète sur leurs attentes, sur leurs aspirations, sur leur vie tout court. Seulement quelques rares articles, tel celui paru dans un numéro de la revue **Critère**[11].

Pour en parler, il faudrait écrire un roman ou s'adonner à un dialogue fictif comme celui-ci :

— Ainsi, vous n'avez pas idée du nombre de ces jeunes qu'on appelle marginaux ?

— À vrai dire, j'ai bien ma petite idée. On estimait, en avril 1977, à 136 000 le nombre de jeunes québécois, entre 15 et 24 ans, qui n'entraient dans aucune statistique. Com-

bien sont-ils actuellement ? Autant, sans doute. Pour les 15 à 20 ans, peut-être 70 000, peut-être plus, peut-être moins.

— Et l'on ne possède sur eux aucune étude ?

— Aucune étude sérieuse. Peut-être pourrions-nous lancer un avis de recherche ?

70,000 jeunes québécois, âgés de 15 à 20 ans,
sont officiellement inconnus. Toute personne possédant
à leur sujet des renseignements sérieux est priée de les fournir.

— Que font-ils ?

— Tout... et rien. Il y a parmi eux des chômeurs lassés de chercher un emploi; des artistes, des artisans non déclarés, des hippies, des yippies, des Jesus Freaks, des motards, des danseuses à gogo, des globe-trotters, des piliers de « juke-box », etc.

— De quoi vivent-ils ?

— Certains vivent du fruit de leur travail artistique ou artisanal, d'autres vivent au crochet de leurs parents; d'autres au crochet de la société; d'autres d'une « jobine » par-ci, par-là; d'autres seraient même clochards...

— Clochards ?

— Oui. Un article récent de Québec-Science[12] affirme, le plus sérieusement du monde, que « sur mille étudiants sortis du système scolaire, cinq à six se retrouvent couchés au Carré Viger à Montréal, assis en face du mail Saint-Roch à Québec, ou dans un autre des quartiers généraux du « lumpenprolétariat » québécois.

— Enfin, ce sont des paresseux ! S'ils voulaient vraiment travailler, ils pourraient trouver du travail, non ?

— Il y a, à vrai dire, parmi ces jeunes, plus de chômeurs désabusés que de « flancs mous ». Je ne penserais pas qu'ils sont nombreux ceux qui pourraient chanter, comme certains de leurs cousins français, ce refrain tiré du **Nouvel Observateur**[13] :

Je suis fier
De ne rien faire
Fier
De ne savoir rien faire
Je n'ai même pas le courage
D'aller pointer au chômage
C'est dur d'être si feignant
Quand on aime tant l'argent.

— Pourquoi possède-t-on si peu de renseignements sur ces jeunes ?

— Peut-être parce que la société n'aime pas regarder ceux qui sont situés, volontairement ou non, dans sa marge. Je reconnais que ma réponse est trop simpliste.

LES EMPLOIS RÉSERVÉS AUX JEUNES

Une étude sur **Les Québécois et le travail**[14], réalisée par le Secrétariat permanent des conférences socio-économiques, montre que seulement 30,4% des jeunes travailleurs de 15 à 19 ans occupent un emploi qui correspond à la formation reçue, alors que pour l'ensemble des travailleurs la proportion s'établit à 64,5%. Ce résultat illustre de façon assez spectaculaire une autre facette du contexte dont il faut tenir compte dans l'examen des représentations que les jeunes se font du travail.

À cet égard, l'enquête A.S.O.P.E. présente un portrait fort intéressant[15] :

Statut social de l'occupation / *Type d'entreprise*	*Grandes entreprises privées*	*Petites entreprises privées*	*Secteur public et para-public*
Inférieur	40,8%	55,3%	27,1%
Moyen	45,6%	35,6%	56,1%
Supérieur	13,6%	9,1%	16,8%
	N = 1 186	N = 806	N = 1 245

Ces données font voir un pourcentage très élevé de jeunes qui occupent un emploi situé à un niveau social inférieur, selon la classification de Blishen habituellement utilisée pour qualifier les métiers et les professions. Il y a beaucoup plus que les salaires qui sont associés aux divers niveaux d'emplois. Il y a l'utilisation de reconnaissances et d'habiletés obtenues à l'école, les contrôles des temps et des cadences de travail, les risques de chômage : « Au niveau social d'une occupation ne sont donc pas associés les seuls revenus qu'on peut en tirer. Il y a aussi toute une série de caractéristiques qui rendent la vie de travail plus riche, plus libre, plus sûre et plus intéressante »[16].

Une autre recherche souligne qu'au « Québec, en mars 1974, les jeunes (moins de 25 ans) représentent 51,8% des travailleurs qui gagnent $1.85 ou moins de l'heure alors qu'ils comptent pour seulement 25,4% des personnes occupées »[17]. Plusieurs d'entre eux n'ont donc pas le choix : ils doivent travailler de plus longues heures s'ils veulent s'assurer un revenu décent. « C'est le cas notamment dans les emplois de service ou de bureau où les jeunes sont en grand nombre. Au Canada (1977) dans les emplois à plein temps, la moyenne d'heures travaillées par semaine est de 41,2 heures pour les jeunes (15-24 ans) et de 37,2 heures pour leurs aînés...[18]. Et comme si cela ne suffisait pas, on leur réserve souvent « le plus mauvais travail, celui qui est fastidieux... salissant, celui dont les adultes ne veulent plus... histoire de leur apprendre le métier »[19]. Et complétons le tableau : les jeunes travailleurs sont aussi défavorisés au plan des avantages sociaux (vacances, congés de maladie), au plan de la sécurité d'emploi et sont plus susceptibles de subir des accidents de travail[20].

LES MILIEUX DE TRAVAIL

Les milieux de travail que les jeunes travailleurs connaissent ou la perception qu'en ont les étudiants quand ils songent à leur entrée sur le marché du travail sont des réalités qui influencent également les attitudes face au travail. Mais il n'est pas facile de dénicher les études qui rendraient compte des conditions de travail des jeunes. Il y a, bien sûr, quelques études qui, comme celles effectuées par Pierrette Sartin[21], exposent avec autorité des phénomènes comme le choc brutal que subissent les jeunes non initiés aux cadences du travail industriel.

Mais, dans l'ensemble, on est confronté à des données ou à des points de vue souvent discordants ou tout au moins apparemment difficiles à concilier. Si l'on met à contribution les dossiers préparés par la revue **Vie Ouvrière**[22], on obtient une vue d'ensemble d'un contexte de travail souvent pénible qui échoit aux jeunes. Sans s'étendre longuement sur le sujet, il convient d'illustrer les analyses que la revue fait des réalités courantes qui risqueraient de passer inaperçues dans le contexte des difficultés économiques actuelles.

Beaucoup de jeunes travailleurs dans les usines doivent passer huit heures par jour dans des conditions difficiles, respirant de la poussière ou des odeurs d'acide, et parfois dans des conditions atmosphériques désagréables. Le bruit est sans doute le phénomène de pollution le plus répandu. Il énerve et à la longue est souvent la cause indirecte d'accidents de travail. Les conditions de travail sont d'autant plus difficiles à supporter que les jeunes connaissent mal la nature du marché du travail. D'autant plus que les jeunes sont souvent laissés à eux-mêmes, dans un isolement social dans lequel les a plongés le départ de l'école. Les relations entre les patrons et les employés, fortement empreintes de la loi du profit, ne contribuent guère à améliorer les choses : « Si tu sors de la production, là t'es fin. Si un jour tu en sors moins, t'es moins fin ». Les jeunes sont considérés comme une pure force de travail.

La revue **Vie Ouvrière** poursuit ainsi une description détaillée des milieux de travail qui attendent les jeunes. Ce portrait correspond-il réellement à la situation ? N'appartient-il pas à une idéologie qui emprunte parfois le ton misérabiliste du siècle dernier ? Ne vise-t-il pas d'abord à satisfaire des exigences de militantisme orienté vers la promotion des classes ouvrières ?

Il est difficile de répondre avec précision. Il est évident que la revue n'invente pas de toute pièce le tableau qu'elle trace de la condition des jeunes travailleurs. Mais ce tableau n'épuise évidemment pas la diversité des situations des jeunes : on ne distingue pas suffisamment entre la grande entreprise et la petite. On fait abstraction des cols blancs et des travailleurs agricoles.

Est-il possible d'espérer qu'un sondage scientifique permette de dresser un tableau plus nuancé de la situation réelle ? Il existe une étude sur **Les Québécois et le travail** préparée par le Secrétariat des conférences socio-économiques[23]. Mais le rapport préliminaire de recherche ne permet malheureusement pas de distinguer entre le point de vue des jeunes travailleurs et de ceux qui sont encore aux études, du moins en ce qui a trait aux questions sur la qualité de la vie au travail et les

conditions de travail. Nous allons tout de même noter que 17,1% des jeunes de 15 à 19 ans se plaignent que les conditions de travail ne sont pas assez humaines; seulement 10,1% sont d'avis que la spécialisation des tâches rend le travail ennuyeux. Comme l'échantillon de 350 jeunes est composé, aux deux tiers environ, de répondants qui ne sont pas sur le marché du travail, il est difficile d'avoir une idée exacte de la situation. Mais, au-delà de cette question de la présentation des données, il faut bien se rendre compte que des sondages qui ne s'appuient que sur l'expression d'opinions ne permettent pas nécessairement de dresser un tableau nuancé des conditions de travail.

L'IMPORTANCE DU TRAVAIL

C'est dans le contexte que nous venons d'évoquer qu'il s'agit maintenant d'essayer de voir la place de l'éthique du travail dans la vie des jeunes de 15 à 20 ans. Les difficultés du marché du travail, les bienfaits de l'État-Providence (« Welfare State »), la diversité des centres d'intérêt qu'offre la société moderne ainsi que l'élévation générale des attentes des jeunes face à la vie ne combinent-ils pas leur action pour reléguer dans les vestiges du passé l'éthique du travail de la société industrielle ?

Ce qu'en pensent les jeunes travailleurs

Les témoignages auxquels fait écho la revue **Vie Ouvrière** n'hésitent pas à répondre d'une façon affirmative. Le travail vient après la famille, les amis et parfois même les loisirs. La vraie vie semble ailleurs que dans le travail : « Quand je travaille et que la porte est ouverte, je regarde dehors et je trouve belle la vie en face de moi. Mais c'est ailleurs. Tes intérêts sont ailleurs parce que c'est là que tu peux apporter quelque chose ».

Mais ces témoignages reflètent-ils adéquatement la réalité ? Examinons attentivement les résultats de l'enquête ASOPE[24]. À la question de savoir quelle activité leur apportera le plus de satisfaction dans la vie, 44,2% des jeunes travailleurs optent pour la vie de famille, 26,2% pour l'occupation ou la carrière, 15,5% pour les relations avec les amis, 5,2% pour les loisirs et 1,4% pour leur participation à la vie de la communauté.

Il ne s'en trouve donc qu'une minorité — 31,9% chez les garçons et 25,9% chez les filles — pour voir dans le travail la source principale des satisfactions qu'ils attendent de l'existence. Même si on manque de données historiques pour pouvoir établir des comparaisons fiables, il est tentant de tirer une conclusion spectaculaire, sensationnelle : l'éthique du travail se serait pratiquement effondrée. En effet, aurait-on pu imaginer des données semblables il y a seulement une vingtaine d'années ?

La tentation se révèle si forte qu'elle nous invite à essayer de trouver des études lointaines dans le temps qui permettraient au moins de faire quelques compa-

raisons approximatives. On retrouve de nouveau l'enquête de Marcel Rioux et de Robert Sévigny sur **Les nouveaux citoyens**[24]. L'étude s'est intéressée à connaître l'importance relative des divers secteurs de vie auprès d'un échantillon de jeunes de 18 à 21 ans comprenant 40,0% de jeunes travailleurs. Malheureusement, on s'aperçoit rapidement que la façon d'analyser les résultats rend impossible toute comparaison. Ainsi s'estompe la possibilité de proclamer la fin de l'éthique du travail.

D'ailleurs, au fil de l'analyse tirée de l'enquête A.S.O.P.E., on découvre qu'il serait nettement exagéré de conclure à la fin de l'attrait considérable exercé par le travail : « Les jérémiades des gens en place sur les oreilles molles de la jeunesse, sur la disparition de l'éthique du travail, procèdent donc de faits très mal établis historiquement et constituent des analyses nettement trop courtes »[26].

Un indicateur semble particulièrement soutenir l'interprétation de l'auteur. Il touche au fait que le mode traditionnel de participation à la vie active vient nettement en tête parmi quatre modalités possibles[27]. Un peu plus d'un répondant sur deux (51,8%) comptent en effet avoir un emploi régulier durant toute leur vie. À l'autre extrême, seulement 5,8% des sujets ne souhaitent travailler que de temps en temps, juste pour subvenir à leurs besoins. Par ailleurs, 24,5% ont l'intention de cesser de travailler de temps en temps pour voyager ou pour se payer de longues vacances, tandis que 18,8% « comptent donner un coup pendant quelques années pour cesser le travail très tôt ».

L'écart entre la manière traditionnelle de s'insérer sur le marché du travail et les autres modalités s'applique particulièrement aux garçons, puisque c'est le cas des deux tiers d'entre eux comparativement à moins de 40,0% pour les filles. Ce décalage correspondrait au modèle classique de participation masculine et féminine à la main-d'oeuvre, la présence de la femme étant conditionnée par plusieurs facteurs.

Les étudiants

L'étude A.S.O.P.E. a l'avantage de permettre une comparaison avec le point de vue des étudiants au sujet de l'importance accordée au travail[28]. Celui-ci occupe également la deuxième place comme source principale de satisfaction de la vie future : c'est le cas de 27,7% des jeunes francophones de secondaire V et 22,1% des étudiants francophones de cégep II, comparativement à 26,2% des jeunes travailleurs[29]. C'est plutôt au plan de la vie de famille et des relations avec les amis qu'on remarque des écarts intéressants entre les jeunes travailleurs et les étudiants. Ces derniers misent davantage sur la vie familiale, soit 59,0% des jeunes francophones de secondaire V, 56,7% de ceux de cégep II et 44,2% des jeunes qui ont déjà rejoint la « population active ». Les étudiants, en revanche, mettent moins l'accent sur les relations d'amitié : 5,9% et 7,5% par rapport à 15,5%.

En ce qui a trait **au mode de travail** préféré des étudiants[30], la différence avec les jeunes travailleurs s'applique surtout aux collégiens. Ces derniers sont aussi nombreux à souhaiter avoir un emploi intermittent (43,7%), en alternance avec des voyages ou de longues vacances, qu'à compter avoir un emploi régulier (43,9%). Chez les jeunes travailleurs, le décalage est de 27,3% en faveur de la formule d'un

emploi régulier. L'écart est de 23,1% dans le cas des étudiants de secondaire V, également en faveur d'un emploi régulier. Il est intéressant, enfin, de noter que la popularité du travail intermittent par rapport à la possibilité d'un travail intense suivi d'une retraite prématurée est particulièrement grande chez les jeunes aux études.

Que conclure de ces quelques données ?

Dans l'ensemble, il semble difficile de tenir un discours catégorique au sujet de la signification de l'éthique traditionnelle du travail chez les jeunes. Pour ce qui est des **jeunes travailleurs**, les données d'A.S.O.P.E. paraissent prêter à des interprétations divergentes. Il existe des résultats qui, selon nous, laissent sous-entendre une évolution assez marquée dans les projets et les attitudes des jeunes face au travail. La majorité (51,8%) des répondants qui espèrent occuper un emploi régulier durant toute leur vie constitue de justesse une majorité. S'il est vrai qu'elle devient plus confortable quand elle s'applique aux garçons, elle n'en laisse pas moins le tiers des réponses aux autres modes de participation à la vie active. N'est-ce pas une proportion qui exige une interprétation nuancée au plan du maintien ou de la disparition de l'éthique du travail chez les jeunes travailleurs ?

Les autres études disponibles ne permettent malheureusement pas de trancher la question. L'étude exploratoire de Sorecom sur **Les valeurs des jeunes de 16 à 20 ans** a abordé le sujet, mais il demeure difficile de faire une comparaison directe avec les résultats de l'enquête A.S.O.P.E. L'étude de Sorecom fait néanmoins observer : « Il semble que les 16-20 ans, qu'ils soient travailleurs ou étudiants, rejettent le travail pour le travail. Seulement quelques répondants mentionnent le sens de gratification de l'accomplissement du travail »[31]. Les jeunes acceptent le travail sans y accorder la plus grande part de leur vie.

Le sondage scientifique sur **Les Québécois et le travail**[32] aurait pu apporter une précieuse contribution. Le rapport préliminaire d'analyse — rappelons-le — ne distingue pas encore le point de vue des jeunes travailleurs et des jeunes aux études. Comme l'échantillon comprend deux tiers d'étudiants, nous ferons écho plus loin aux résultats du sondage.

Chez les étudiants, les données d'A.S.O.P.E. nous paraissent plus concluantes en faveur de la thèse de jeunes en rupture avec l'éthique traditionnelle du travail. Il convient immédiatement de spécifier qu'il s'agit là de notre propre interprétation des résultats obtenus. Les analystes d'A.S.O.P.E. se contentent, pour leur part, après avoir constaté que les jeunes aux études ont des attitudes assez conventionnelles, de faire remarquer : « Par ailleurs, il semble que plus les étudiants sont scolarisés plus ils ont tendance à avoir des attitudes et à formuler des projets moins conventionnels. Les prochaines étapes de notre recherche permettront de cerner davantage ce phénomène et d'analyser l'évolution de leurs options et de leurs aspirations »[33]. Ces étudiants plus scolarisés — ceux du secondaire V et de cégep II — renvoient précisément à ces jeunes de 15 à 20 ans qui nous intéressent ici. Les analyses ultérieures des chercheurs d'A.S.O.P.E. iront-elles jusqu'à affirmer que les jeunes aux études entre quinze et vingt ans sont sur la voie de la rupture avec l'éthique traditionnelle du travail ?

Le fait que 43,7% des jeunes de cégep II optent pour la formule d'un emploi intermittent (par comparaison aux 43,9% qui comptent avoir un emploi régulier durant toute leur vie) nous semble suffisant pour soutenir notre interprétation.

Dans le cas des jeunes de secondaire V, la thèse du rejet de l'éthique du travail perd un peu d'intensité. Puisque la majorité d'entre eux préfèrent le travail régulier (55,0%) au travail intermittent (31,9%) qui permet de voyager ou de prendre de longues vacances. Cette proportion de 31,9% tranche tout de même avec celle de 24,5% qui s'applique aux jeunes travailleurs.

Il faut insister cependant sur le caractère provisoire d'une conclusion sur l'effritement de l'éthique traditionnelle du travail chez les jeunes aux études. Le sondage scientifique sur **Les Québécois et le travail** fait entendre un autre son de cloche : « Faire un travail qu'on aime passe donc bien avant les valeurs spirituelles, matérielles et sociales que l'on rencontre dans la société. Il est donc difficile devant ces constatations, de parler d'une crise de la valeur du travail... bien au contraire »[34]. C'est que 74,8% des jeunes de 15 à 19 ans ont jugé très important le fait de faire un travail intéressant. Dans la façon de formuler cette valeur on expliquait qu'il s'agissait d'aimer son emploi. Trois autres valeurs viennent immédiatement après : la santé (74,2%), l'harmonie intérieure ou être bien dans sa peau (70,4%) et l'amour (68,2%). La place occupé par le travail serait d'autant plus significative du maintien de l'éthique du travail que seulement 23,2% affirment que le plaisir est un principe de vie très important. À une autre question, seulement 3,2% des jeunes de 15 à 19 ans soutiennent que les loisirs sont plus importants que le travail[35]. Ces données sont impressionnantes, même s'il faut redire qu'elles sont tirées d'un échantillon composé aux deux tiers seulement d'étudiants.

Pourtant, l'enquête A.S.O.P.E. révèle que 52,5% des jeunes de cégep II et 31,0% jeunes de secondaire V sont en désaccord avec l'énoncé suivant : « L'emploi doit passer en premier même si on doit sacrifier les loisirs »[36].

LES ATTENTES FACE AU TRAVAIL

Afin d'expliciter la relation que les jeunes entretiennent avec l'éthique du travail, nous allons nous intéresser aux attentes des jeunes à l'égard des besoins que le travail peut satisfaire. Les résultats de recherche, ici encore, ne permettent évidemment pas de généraliser, tant à cause des populations visées que des questions posées.

Les jeunes travailleurs

L'une des analyses réalisées dans le cadre de l'enquête A.S.O.P.E. constate dans la jeune population « active » qu'une quasi-majorité (47,3%) des répondants souscrivent d'abord aux valeurs intrinsèques du travail (« me permettre d'utiliser

mes aptitudes personnelles » ou encore « me permettre d'être créateur et original »)[37]. Les critères extrinsèques, tels la rémunération, la stabilité d'emploi et le prestige social, rallient 29,5% des jeunes travailleurs. Enfin, 23,2% d'entre eux donnent la priorité aux critères sociaux (« me permettre de travailler avec les gens plutôt qu'avec les choses », « être utile aux autres », ou encore « me permettre de contribuer directement à la solution des problèmes de la société »).

Cette orientation dominante sur les valeurs internes au travail apparait remarquable à l'analyste d'A.S.O.P.E. : « Puisqu'on manque de données historiques fiables là-dessus, on aurait tout aussi bien pu dire qu'il y a maintenant pour la première fois depuis longtemps, une majorité de gens pour laquelle le travail doit être jugé en fonction de critères intrinsèques. C'est une position que nous serions tout-à-fait prêt à défendre »[38]. Et l'auteur d'y aller d'une association entre les valeurs intrinsèques et l'adhésion à l'éthique du travail : « C'est parmi eux (ceux orientés vers des critères intrinsèques) qu'on s'attend à retrouver... ceux qui souscrivent à l'éthique traditionnelle du travail »[39].

Les étudiants

Les études sont ici plus nombreuses mais elles sont loin de concorder. Un chercheur de l'Université de Montréal, Jacques Perron[40], a consacré plusieurs années à l'élaboration d'un instrument comportant 68 énoncés relatifs au travail. Les énoncés tentaient de cerner cinq dimensions :

- *la réalisation :*
  créativité, connaissance, expression de soi, etc.
- *le statut :*
  besoin d'être admiré, d'occuper un poste élevé, de toucher un revenu élevé, etc.
- *le climat :*
  compréhension et acceptation par les autres, milieu organisé et plaisant, etc.
- *le risque :*
  difficulté à surmonter, situations imprévues, etc.
- *la liberté :*
  auto-détermination, indépendance, etc.

Il ressort d'une administration du questionnaire à 2 744 étudiants québécois francophones inscrits au secteur public d'éducation secondaire et collégiale que les deux dimensions les plus importantes sont le climat de travail et la réalisation. Cependant, le passage du niveau secondaire aux études collégiales provoque des changements en faveur d'un accroissement de l'importance donnée à la réalisation et à la liberté et d'une diminution de celle accordée au statut et au climat :

> Au fur et à mesure qu'il progresse dans le système scolaire, l'étudiant québécois délaisse une conception du travail centrée sur des références externes (statut, climat) pour en adopter une qui répond davantage à des références internes (réalisation, liberté).[41]

Mais d'autres variables interviennent pour expliquer le choix des valeurs prêtées au travail. Les filles accordent plus d'importance à la réalisation et au climat par rapport aux préférences des garçons qui vont au statut, au risque et à la liberté. L'origine sociale des étudiants influence également leurs réponses. Ceux dont le père a un statut social élevé insistent davantage sur la réalisation et la liberté. Le secteur et la concentration d'étude déterminent aussi le choix des différentes dimensions. Les collégiens en arts et lettres ainsi qu'en sciences et techniques humaines sont davantage orientés vers les valeurs de réalisation, de liberté et de risque, au détriment des valeurs du statut et du climat préférées par leurs camarades inscrits en administration, en santé et en sciences et techniques physiques.

L'étude exploratoire de Marcel Fournier dans six institutions d'enseignement professionnel de Montréal présente un son de cloche qui vient renforcer le constat de Perron au sujet de la différence entre les étudiants des secteurs général et professionnel, ces derniers accordant une importance moindre aux valeurs intrinsèques du travail. Les jeunes de l'étude de Fournier paraissent « d'abord préoccupés par la perspective de trouver un emploi stable, bien rémunéré et, si possible, dans leur métier. Et le salaire leur fournira liberté et indépendance »[42].

Ces jeunes issus en grande majorité de la classe ouvrière optent carrément pour la stabilité d'emploi et la rémunération adéquate, deux caractéristiques extrinsèques au travail. Et au lieu de chercher liberté et indépendance au sein d'un travail, on fait de celui-ci le passeport indispensable à cette conquête de la liberté. C'est un renversement de perspectives intéressant par rapport à d'autres groupes de jeunes. L'empressement à gagner sa vie témoigne du rôle dévolu au travail chez ces étudiants inscrits au secteur professionnel de l'école secondaire.

L'enquête A.S.O.P.E.[43] apporte un éclairage différent de celui de Perron et de Fournier, en montrant l'importance que les jeunes aux études accordent aux valeurs sociales du travail. Près de la moitié (44,5%) des étudiants de cégep II et 39,3% de ceux de secondaire V en font une condition première pour qu'un emploi constitue une situation idéale de travail. Les valeurs intrinsèques (25,7%) et extrinsèques (29,7%) se partagent assez également les autres collégiens. Les jeunes de secondaire V sont nettement plus sensibles aux aspects extrinsèques (40,2%) du travail qu'aux dimensions intrinsèques (20,5%). Sur ce plan, les résultats d'A.S.O.P.E. semblent rejoindre l'observation de Perron à l'effet que l'étudiant québécois se tourne davantage vers les critères internes au travail au fur et à mesure qu'il franchit les échelons du système scolaire. Les différences entre les populations visées par les deux études empêchent cependant de procéder à de véritables comparaisons.

Le sondage sur Les Québécois et le travail[44] présente, pour sa part, un éventail de motivations au travail qui rend toute comparaison encore plus difficile. L'élément qui attire le plus les jeunes de 15 à 19 ans (un échantillon composé aux deux tiers d'étudiants), dans un emploi, c'est la correspondance avec la formation reçue (51,5%). Comment situer cette dimension par rapport à la grille utilisée dans plusieurs études ? Le deuxième élément le plus populaire renvoie à la sécurité d'emploi, avec 50,1% des réponses. Cet élément extrinsèque au travail est suivi d'un autre qui se révèle difficile à classer : le fait d'avoir un patron très compétent avec qui on peut apprendre (49,5%). Les autres facteurs de motivation alternent entre les dimensions intrinsèques, extrinsèques et sociales : la possibilité d'apprendre des choses nouvelles (41,1); la possibilité de travailler à son rythme (35,3%); les bonnes

chances d'avancement (33,6%); un travail utile aux autres et à la société (33,5%); un travail où on peut se faire des amis (31,7%); un emploi bien payé (27,6%).

Que tirer de ces quelques études ?

Il semble d'abord exister un écart assez considérable entre les attentes des jeunes travailleurs et celles des jeunes aux études. Ces derniers privilégient davantage les valeurs sociales du travail. Ils donnent également la préséance aux aspects extrinsèques du travail. Cette conclusion demeure cependant soumise à de plus amples vérifications. Une étude réalisée par l'Office de planification et de développement du Québec (O.P.D.Q.), en 1978, souligne, en termes vagues, que les aspects intrinsèques du travail sont le premier choix des jeunes travailleurs et des étudiants dans l'évaluation d'un emploi. C'est la notion de travail intéressant qui résume cet accent particulier mis sur les dimensions internes d'un travail. Cette notion renvoie à un travail « dont les opérations ne sont pas simplifiées à outrance et qui sont diversifiées; cette notion de travail intéressant est utilisée dans plusieurs études et ressort comme l'un des aspects les plus importants pour les jeunes »[45].

Est-il possible de tirer de cette analyse des attentes des jeunes à l'égard du travail une conclusion quelconque sur l'attrait que conserve l'éthique traditionnelle du travail ? On pourrait dire que cet attrait s'exercerait surtout chez les jeunes travailleurs, si l'on accepte le lien qu'un des analystes d'A.S.O.P.E. établit entre l'éthique du travail et les valeurs intrinsèques du travail. Mais les motivations liées au travail sont-elles un indicateur aussi important que celui de la place qu'occupe le travail parmi les diverses activités humaines ?

Il faut bien reconnaître, en outre, que l'éclairage fourni par les études consultées ne permet pas de tirer des conclusions très fermes sur les attentes des jeunes face au travail, en dépit d'un appareillage scientifique parfois assez sophistiqué. Sans compter que la parenté des indicateurs retenus dans les diverses études n'équivaut pas précisément à une convergence symétrique. D'autres études n'atteignent tout simplement pas un degré de précision élevé.

CONCLUSION

Il serait prématuré de se montrer trop catégorique sur les rapports entre les jeunes et l'éthique traditionnelle du travail. Nous serions portés, pour notre part, à orienter des nouvelles recherches vers l'hypothèse que le travail conserve beaucoup d'importance aux yeux des jeunes, mais qu'il lui faut partager la scène avec bien d'autres valeurs de plus en plus au centre de leur vie.

Il faudrait surtout examiner cette hypothèse dans un contexte tenant compte de problématiques variées. Le sondage sur **Les Québécois et le travail** nous en fournit une illustration remarquable. On observe peu de différence entre les jeunes de 15 à 19 ans et les autres catégories d'âge.

Le décalage qui existe entre les attentes des jeunes et le genre d'emploi qu'on leur offre constitue une ouverture béante vers une autre problématique bien résumée dans le diagnostic suivant :

> La question qu'on s'est si souvent posée, ces dernières années : « Pourquoi les jeunes se tiennent-ils à l'écart ? » devrait être reformulée en ces termes : « Pourquoi les jeunes sont-ils tenus à l'écart et quelles sont les conséquences de cette exclusion sur leur accès à l'éducation, à la culture et au travail ? »[46].

Et s'il y avait lieu également de penser qu'un certain type de travail est à remettre en cause ? À cet égard, les chercheurs de l'O.P.D.Q. suggèrent diverses innovations dont l'une porte sur l'amélioration de la qualité de la vie au travail. On entend par là :

> des modifications au processus de production, à l'organisation du travail en général ou au partage du pouvoir dans l'entreprise qui visent explicitement à améliorer la relation entre la personne et son milieu de travail. Parce qu'elles s'attachent souvent à la modification des aspects intrinsèques du travail et qu'elles rejoignent les aspirations des jeunes, ces expériences de la qualité de vie au travail doivent être encouragées, suivies, systématisées.[47]

NOTES

LES JEUNES FACE AU TRAVAIL

1. Gilles Toupin, « Un croisé de la philosophie sociale », *La Presse*, 31 octobre 1981.
2. Jacques Julliard, « Non à l'héritage infernal », le *Nouvel Observateur*, 4 au 10 décembre 1978.
3. Jean Rousselet, *L'allergie au travail*, Paris, Le Seuil, 1974.
4. *Le Soleil*, 7 novembre au 11 novembre 1981; *Le Devoir*, la semaine du 14 décembre 1981.
5. UNESCO, *Jeunesse et travail*, Paris, 1979, p. 54.
6. *Revue Statistique du Québec*, avril 1978-mars 1979, Québec, Bureau de la statistique du Québec, 1979, p. 36.
7. Michel Vastel, « Plus d'un million de chômeurs en décembre », *Le Devoir*, 9 janvier 1982.
8. Michel Girard, Hervé Gauthier, Alain Vinet, *Les jeunes Québécois et le travail*, O.P.D.Q. (Office de la planification et du développement du Québec), 1978, p. 43.
9. Pierre Fortin, « Le chômage élevé des jeunes : causes et remèdes », *Colloque Les jeunes et le travail*, Secrétariat permanent des conférences socio-économiques du Québec, 1981, p. 103.
10. Marc Audet, *Relance 1978*, Ministère de l'Éducation, 1979; *Relance à l'Université*, Ministère de l'Éducation, 1979.
11. *Les jeunes et le travail*, *Critère*, Automne 1980, n° 29.
12. Luc Chartrand, « Clochard à vingt ans », *Québec-Science*, volume 16, n° 8, avril 1978.
13. Le *Nouvel Observateur*, n° 790, du 31 décembre au 6 janvier 1980.
14. *Les Québécois et le travail*. Rapport préliminaire de recherche, le Secrétariat permanent des conférences socio-économiques, Ministère du Conseil exécutif, Gouvernement du Québec, juillet 1981.
15. Pierre Roberge, *op. cit.*, p. 54.
16. Pierre Roberge, *idem*, pp. 55-56.

17. Michel Girard, Hervé Gauthier, Alain Vinet, *op. cit.*, p. 131.
18. Michel Girard et al., *idem*, p. 132.
19. *Idem*, p. 132.
20. *Idem*, pp. 133-134.
21. Pierrette Sartin, « Les jeunes face au travail, Malaise d'une catégorie particulière ou de toute une société » ; « Le choc brutal de l'entrée dans la vie professionnelle » ; dans *Vie Ouvrière*, Vol. 25, n° 99, novembre 1975.
22. Hubert Coutu, « Les jeunes au travail. Une interrogation », *Vie Ouvrière*, vol. 26, n° 101, janvier 1976.
Hélène Jolin, « L'adolescent face à son avenir. La perception du monde du travail », *Vie Ouvrière*, vol. 27, n° 115, mai 1977.
Normand Guimond, « Les aspirations des jeunes travailleurs », *Vie Ouvrière*, vol. 24, n° 83, mars 1974.
Normand Guimond, « Conditions de vie des jeunes travailleurs », *Vie OUvrière*, vol. 24, n° 82, février 1974.
Lorenzo Lortie, « Entre l'école et le monde du travail, un fossé », *Vie Ouvrière*, vol. 27, n° 115, mai 1977.
André Bolduc, « Les jeunes travailleurs sont-ils des militants syndicaux ? », *Vie Ouvrière*, vol. 26, n° 101, janvier 1976.
Claude Hardy, « Le syndicalisme et les jeunes », *Vie Ouvrière*, vol. 29, n° 131, janvier 1979.
Dossier « Des jeunes travailleurs racontent... Ma journée de travail », *Vie Ouvrière*, vol. 25, novembre 1975.
23. *Les Québécois et le travail*, *op. cit.*, 122.
24. Pierre Roberge, *op. cit.*, p. 87.
25. Marcel Rioux et Robert Sévigny, *op. cit.*
26. Pierre Roberge, *op. cit.*, p. 82.
27. *Idem*, p. 83.
28. A.S.O.P.E., *Analyse descriptive des données de la première cueillette. Les étudiants*, *op. cit.*, p. 222.
29. Il s'agit, dans le cas des jeunes travailleurs, d'un rappel des données mentionnées dans les pages précédentes. Ces données proviennent de l'étude déjà citée de Pierre Roberge.
30. A.S.O.P.E., *Analyse descriptive des données de la première cueillette*, *op. cit.*, p. 238.
31. Sorecom, *Les valeurs des jeunes de 16 à 20 ans*, *op. cit.*, p. 99.
32. *Les Québécois et le travail*, *op. cit.*
33. A.S.O.P.E., *Analyse descriptive des données de la première cueillette*, *op. cit.*, p. 110.
34. *Les Québécois et le travail*, *op. cit.*, p. 21.
35. *Idem*, p. 116.
36. A.S.O.P.E., *Analyse descriptive des données de la première cueillette*, *op. cit.*, p. 217.
37. Pierre Roberge, *op. cit.*, p. 76.
38. *Idem*, p. 76.
39. *Idem*, p. 75.
40. Jacques Perron, « Valeurs de travail d'étudiants québécois », Revue *Critère*, automne 1980, n° 29.
41. *Idem*, pp. 28-29.
42. Marcel Fournier, *op. cit.*, p. 69.
43. A.S.O.P.E., *op. cit.*, p. 240.
44. *Les Québécois et le travail*, *op. cit.*, p. 83.
45. Michel Girard, Hervé Gauthier, Alain Vinet, *op. cit.*, p. 106.
46. Franco Ferrarotti, « L'emploi des jeunes en Europe : problèmes et perspectives », *Jeunesse et travail*, UNESCO, 1979, p. 43.
47. Michel Girard, Hervé Gauthier, Alain Vinet, *op. cit.*, p. 155.

LES LOISIRS DES JEUNES

Nous venons de voir que l'éthique traditionnelle du travail ne règne plus d'une façon aussi tyrannique que jadis, sans qu'il faille pour autant conclure que les jeunes aient balancé par-dessus bord le travail comme activité humaine de grande importance. Si ce diagnostic est juste, peut-on affirmer que les jeunes ne sont pas nécessairement les propagandistes les plus convaincus de la société des loisirs ? Ou, au contraire, la situation de chômage et le statut d'étudiant ne confèrent-ils pas aux jeunes une place privilégiée dans le monde du loisir ?

La vie quotidienne des jeunes semble donner prise à bien des réactions d'adultes qui ont en commun de s'inquiéter, avec parfois un ton moralisateur, de l'utilisation que les jeunes font de leur temps de loisir. On déplore l'oisiveté, la passivité et les excès d'une jeunesse insouciante. Les indices de ces comportements ne manqueraient pas. L'engouement des jeunes pour la télévision suscite bien des soupçons sur la vaillance de la jeunesse. L'usage très répandu des drogues ne rassure pas les adultes sur la capacité des jeunes à choisir des formes de loisir qui conviennent à leurs besoins de développement. Les moeurs musicales font sourciller les adultes les plus ouverts aux goûts des jeunes générations. La grande liberté dont les jeunes font preuve dans leurs relations humaines n'est pas sans faire craindre une complaisance sensuelle suspecte.

Et ce ne sont pas les événements qui manquent pour raviver constamment les appréhensions des adultes. La triste histoire d'un jeune de dix ans a soulevé la colère d'un chroniqueur peu suspect d'être encore sous le joug des séquelles d'une éducation puritaine :

> Se droguer à l'âge de 10 ans ? C'est à faire frémir ! (...) Comment enrayer cette plaie ? Les parents étant ce qu'ils sont, c'est-à-dire généralement naïfs (...) et les enseignants de nos écoles secondaires étant ce qu'ils sont, c'est-à-dire aussi passifs que permissifs sur le plan de la surveillance (...), ces deux attitudes carrément négatives permettent à notre jeunesse insouciante (...) de faire d'elle des loques en devenir.
>
> (...) Tu charries, me diront les p'tits cons, avachis ci et là, « fumant » et « reniflant » et se « piquant » dans les cours d'école, les parcs publics, les salles de toilettes, les sous-sols de parents absents, les refuges à motards et que sais-je ? Non, je ne charrie pas, mes p'tits vieux et mes p'tites vieilles, car j'ai déjà vu passer les trains ! Riez aujourd'hui de moi, c'est votre fête; mais laissez-moi vous dire que j'aurai beaucoup de tristesse, dans vos lendemains qui s'en viennent, à assister à votre déchéance.'

Quand ce n'est pas la drogue, c'est la musique avec l'évocation d'un phénomène collectif comme l'avènement du mouvement punk au début des années 70. Ce dernier est « un volcan qui a réussi pendant quelques heures à vomir avec violence son trop plein de malaise et d'injustice sociale, sa haine de l'hypocrisie adulte », comme le note une journaliste du **Devoir**[2] à l'occasion de la sortie d'un documentaire cinématographique intitulé D.O.A. (Dead on arrival). Sid Vicious, un des membres du groupe des Sex Pistols apparaît comme un « symbole éloquent d'une jeunesse perdue, suicidaire, ravagée par l'angoisse et guidée par un narcissisme morbide et un goût maladif de vivre la vie à mort »[3]. L'échec rapide du mouvement ne doit pas masquer l'hypothèse invoquée par Nathalie Petrowski au sujet de la résurgence de ce que certains spécialistes associent à un nouveau rite de passage d'une certaine génération : « Tôt ou tard, dans les banlieues-dortoirs et les bidonvilles en chômage, le rite de passage renaîtra »[4]. Avec la répétition de la réaction d'un membre du Parti conservateur britannique : « Qu'ont-ils tous ces jeunes (...)

ils sont à la force de l'âge, ils devraient être heureux, épanouis, pleins d'enthousiasme, pourquoi se complaisent-ils tant dans la morbidité ? »[5].

Avec l'aide des médias d'information, ces événements extrêmes servent à alimenter un sentiment d'affolement. La publicité du film choc, **Moi, Christiane F.**, lançait insidieusement que l'histoire de l'adolescente droguée et prostituée de 13 ans constituait « l'image d'une génération »[6]. Des journaux[7] donnent un espace à des résultats d'enquêtes qui prétendent prédire le comportement sexuel des jeunes de 1994.

Nous n'essaierons pas ici de caractériser les habitudes des jeunes en matière d'alcool, de drogue, de vandalisme, etc. Dans l'état actuel de nos connaissances, il serait assez difficile de tracer un portrait précis de certains types de jeunesse. Nous voulons simplement nous demander si les mythes véhiculés sur les attitudes des jeunes face au loisir ont un fondement quelconque, en posant la question en des termes non moralistes. Les jeunes font-ils du loisir le lieu principal de leurs projets ? Le principe du plaisir guide-t-il constamment les faits et gestes des jeunes ? La jeunesse est-elle aussi insouciante, voire désoeuvrée, qu'on le prétend en certains milieux ? Quelle est la place des médias dans la vie des jeunes ? Et celle de la musique et des drogues ? Qu'advient-il du sens religieux ?

LE BUDGET-TEMPS DES JEUNES

Combien de temps par semaine les étudiants consacrent-ils en moyenne à leurs études et à leur emploi ? De combien de temps libre disposent-ils, lorsque l'on a soustrait le temps de déplacement entre le lieu d'études et d'habitation, et le temps pris par les obligations familiales et domestiques, et par les activités d'entretien vital : sommeil, repas, hygiène personnelle ? Et de ce temps libre, lorsque l'on a soustrait les obligations socio-spirituelles et éventuellement socio-politiques, combien en reste-t-il pour le loisir proprement dit ? Qu'en est-il pour les jeunes travailleurs ? De quelle somme d'argent disposent-ils les uns et les autres pour leurs activités de loisir ?

Voilà quelques questions triviales susceptibles, si on pouvait y répondre avec précision, de dégonfler bien des mythes et des préjugés.

Selon les résultats d'une enquête effectuée au printemps 1978 auprès de 4 374 étudiants de 18 collèges du Québec[8], le collégien consacre en moyenne 22,3 heures par semaine aux cours, ateliers, laboratoires, et 12,3 heures au travail personnel; il lit en moyenne 4,2 heures en fonction de ses études; le collégien étudie donc 38,8 heures par semaine.

D'autre part, plusieurs étudiants allient étude et travail à temps partiel. À titre d'exemple, au cégep Saint-Jean-sur-Richelieu, en 1978, un étudiant sur trois avait un emploi régulier et y accordait 13 heures de son temps par semaine; mais près de la moitié (46,3%) cumulaient un emploi rémunéré **régulier** ou **occasionnel** avec leurs études[9].

On peut donc penser que le temps de loisir des étudiants se situe entre 30 et 40 heures par semaine; quant à la somme d'argent dont ils disposent pour des activités, nous l'ignorons. Et ces quelques données concernent seulement les étudiants des cégeps. Malgré la minceur de ces renseignements, ils suffisent pour inviter à la prudence. Le temps des études n'est pas la partie de plaisir qu'on imagine facilement. Le temps n'est plus où l'école était considérée comme un temps de loisir. On sait que le mot « école », dérivé du grec « scolè », signifie étymologiquement temps de loisir, de repos et, par suite, temps accordé aux travaux de l'esprit.

Un aperçu rapide du contenu du budget-temps consacré aux loisirs contribue également à faire voir des jeunes passablement actifs. Les résultats d'un sondage effectué en 1977 auprès de 440 collégiens de six institutions de la région de Montréal[10] montrent que la pratique du sport (26,0%), la lecture (12,8%) et le travail manuel (12,0%) sont trois activités très populaires chez la moitié des jeunes collégiens. L'écoute des médias (19,7%) et la consommation de spectacles (9,1%) sont le choix d'environ le quart des répondants. Ces deux formes de loisir ont certes un coefficient élevé de passivité. Les sorties de groupe qui pourraient être classées comme semi-actives intéressent plus particulièrement 20,4% des sujets de l'étude.

L'enquête faite dans un cégep, celui de Saint-Jean-sur-Richelieu[11] ne contredit pas ces tendances. Les activités sportives mobilisent régulièrement plus de 40,0% des étudiants. Les activités intellectuelles (lecture, méditation, conférences...) et les activités socio-culturelles vécues comme participant (artisanat, bricolage, musique...) sont relativement populaires puisque le quart des étudiants s'y adonnent de façon vraiment soutenue.

Mais pour 55,0% à 60,0% des répondants, les discussions entre amis, les rencontres à la brasserie, l'écoute de la radio ou de la télévision, le visionnement de spectacles, sont des activités qu'ils choisissent souvent pour occuper leurs loisirs. Il y a dans cette liste des loisirs à caractère nettement passif. Un autre indice attire l'attention sur la passivité : les activités socio-culturelles sont davantage vécues comme spectateur que comme participant.

Une autre étude faite en 1976 auprès de 671 étudiants de 22 cégeps[12] nous apporte un éclairage sur les loisirs des jeunes. Mais elle ne permet pas d'avoir une idée du taux de passivité ou d'activité de ces loisirs. L'étude visait à connaître la répartition des loisirs aux plans sportif, social, artistique, scientifique et religieux. Il ressort que la grande majorité des étudiants s'intéressent prioritairement aux activités organisées aux plans social (72,3%) et sportif (70,1%) par rapport aux activités offertes dans les domaines artistique (36,4%), scientifique (18,7%) ou religieux (16,0%).

La plupart de ces enquêtes insistent également sur le fait que les filles sont beaucoup moins sportives. Dans celle faite dans un seul cégep, la pratique sportive régulière ne rejoint que 17,0% des filles. Celles-ci sont, en revanche, deux fois plus souvent intéressées par les activités dites intellectuelles : lecture, conférences, etc. Dans l'enquête réalisée dans six cégeps de la région de Montréal, on fait observer que les filles du secteur général d'enseignement privilégient d'abord la lecture et reléguent le sport au 4e rang.

Cette tendance est confirmée par la recherche du Haut Commissariat à la jeunesse, aux loisirs et aux sports diffusée en 1978. On constate que 56,1% des filles ne participent pas à une activité physique ou sportive parascolaire comparativement à 44,0% des garçons[13]. Ces données semblent laisser entendre que l'écart entre les filles et les garçons n'est peut-être pas aussi élevé que le révèlent les études citées précédemment. Cela voudrait dire également que les filles ont rattrapé, sur le plan de l'activité sportive, le retard accumulé. Mais toutes ces études demeurent difficilement comparables. C'est ainsi que l'une porte sur la pratique régulière d'un sport, alors que l'autre semble inclure la consommation de spectacles sportifs. L'une s'en tient à l'activité para-scolaire, l'autre ne fait pas toujours cette distinction.

L'étude du Haut Commissariat fait voir, en outre, que les étudiants du secteur général sont plus actifs (57,6%) que leurs confrères du professionnel (43,1%). Le taux d'implication se révèle également plus faible en troisième année de cégep. Peu importe le secteur fréquenté et l'année d'étude, les deux tiers des collégiens qui pratiquent une activité physique y consacrent entre une et dix heures, alors que le quart y investissent entre 10 et 20 heures par semaine.

Quelles raisons invoquent ceux et celles qui ne pratiquent aucune activité physique de **type para-scolaire** ? Certains étudiants affirment accorder une grande importance aux résultats scolaires et consacrer beaucoup de temps à leurs études. D'autres se sentent inaptes et peu doués pour le sport et préfèrent les activités sociales ou artistiques. Souvent les cours d'éducation physique obligatoires pèsent à ces mêmes étudiants et ils y obtiennent peu de succès. Déjà au secondaire, ils participaient très rarement à ce genre d'activités. On allègue, d'autre part, le manque d'information ou encore le manque d'argent. Enfin, l'horaire des rencontres sportives est peu ou mal adapté à leur horaire de cours.

Qu'en est-il au palier secondaire ?

Une étude menée en 1977 auprès d'un vaste échantillon d'adolescents montréalais francophones[14] indique que les garçons de secondaire IV et V accordent au sport plus de douze heures par semaine, principalement à la pratique sportive individuelle. Les filles consacrent beaucoup moins de temps au sport, y allouant environ six heures. La classe sociale n'exerce cependant pas d'influence dans ce domaine.

LES JEUNES ET LES MÉDIAS

On connaît l'emprise que la télévision exerce sur les habitudes de loisir des Québécois adultes. Les jeunes sont-ils autant subjugués par le petit écran ? Cela ne semble pas être le cas. La musique prendrait le pas sur la télévision. L'enquête auprès de 440 cégépiens de six institutions montréalaises[15] ne manque pas d'intérêt à cet égard. L'écoute des disques ou des cassettes est la forme de loisir préféré

de 29,0% des étudiants. La télévision (21,5%) passe au second plan, sur le même pied que la radio (20,2%) et la lecture (21,3%).

Ce dernier résultat demeure ambivalent. Il apparaîtra décourageant à ceux et celles qui placent la lecture loin en avant de la plupart des plaisirs à la portée de l'être humain. Le pourcentage traduit bien les progrès à accomplir pour pouvoir accéder à un changement dans les habitudes culturelles des jeunes Québécois. Mais le fait que 21,3% des collégiens font de la lecture leur premier choix de loisir nous semble prometteur.

L'enquête plus détaillée impliquant plus de 4 000 collégiens[16] apporte des précisions sur les habitudes de lecture des cégépiens. Plus de la moitié (52,6%) lisent de trois à neuf heures par semaine; 16,7% y consacrent de dix à quatorze heures; 2,8% se rendent jusqu'à vingt-quatre heures et plus. Ce qui laisse 16,7% qui se situent au-dessous de trois heures par semaine et 4,0% à moins d'une heure. Il s'agit de la lecture-loisir **et** de celle en relation directe avec les études. Les deux-tiers du temps de lecture sont même investis dans la lecture-étude. Il semble que les étudiants d'aujourd'hui soient d'accord avec Boileau qui trouvait ennuyeux « le loisir d'un plaisir sans étude ». Les heures de lecture-loisir n'apparaissent pas très nombreuses. La lecture n'aurait pas encore franchi les moeurs culturelles des jeunes Québécois. Il est intéressant d'ajouter que 79,0% des collégiens pensent qu'ils devraient lire davantage, mais ils disent manquer de temps ou d'intérêt. Ce sont deux motifs qui appartiennent à des ordres de réalités tout-à-fait opposées. Le manque d'intérêt renvoie à la motivation personnelle et la reconnaissance de cette lacune est peut-être le début de la sagesse. Le manque de temps nous invite à nous demander si l'organisation des études et la surcharge qu'elle impose rendent service à l'éducation et à la culture.

Il faut cependant noter que les résultats de cette vaste enquête ne convergent pas tout à fait avec ceux d'une autre étude menée à peu près à la même époque. Nous faisons référence à l'étude du Conseil de la langue française sur la conscience linguistique des jeunes Québécois[17]. On y apprend que les collégiens francophones consacrent environ 13 heures et 20 minutes chaque semaine à l'activité de lecture, ce qui apparaît supérieur à la situation décrite dans l'enquête précédente. L'écart est même très marqué quand on considère la distinction entre la lecture-loisir et la lecture-étude scolaire. Dans l'étude du Conseil de la langue française, on constate que la lecture-étude n'occupe que 5 heures sur 13 heures et 20 minutes; dans l'autre recherche, la lecture-étude domine largement, avec les deux-tiers du temps de lecture. Comme c'est souvent le cas dans ces situations de divergence, il faudrait probablement chercher le décalage observé du côté des définitions utilisées. Car les habitudes de lecture n'ont pu changer aussi radicalement en un laps de temps aussi court.

Comment la situation vécue au collégial se compare-t-elle avec celle que l'on rencontre au secondaire IV et V ? Une autre étude du Conseil de la langue française[18] établit à 11 heures (par rapport à 13 heures 20 minutes, au collégial) le temps alloué à la lecture, y compris les 2 à 3 heures de lecture scolaire. La situation ressemble passablement à celle du collégial si l'on s'en tient à la lecture-loisir. Une autre enquête[19] menée auprès de 175 élèves choisis au hasard dans six écoles polyvalentes de langue française, à la Commission scolaire de Chambly, en

1979, montre que 54,3% des étudiants du secondaire V lisent de trois à huit heures par semaine, comparativement à 52,6% des collégiens (selon l'étude de la Fédération des collèges du Québec) qui s'adonnent à la lecture de trois à neuf heures. Mais les « gros lecteurs » (10 heures et plus) se retrouveraient plus nombreux au niveau collégial.

Les goûts des collégiens et des élèves du secondaire V sont-ils semblables ? Pour analyser les sujets les plus populaires chez les collégiens[20], il faut tenir compte de la variable « sexe » et de la variable « programme d'étude ». Les femmes cherchent à se renseigner sur les arts et les lettres, la sexualité, la psychologie, la psychanalyse, les voyages, les pays et le bricolage. Les hommes, au contraire, s'intéressent surtout à la mécanique, l'électricité, l'électronique, l'astronomie, la physique, la biologie, la chimie, la politique, l'économie et les problèmes sociaux. Voilà une double liste qui n'a pas de quoi réjouir les militantes et les militants d'une meilleure compréhension entre les sexes. Ces résultats ont peut-être le mérite de ramener à de justes proportions les progrès de certaines idées, telle l'entrée dans la vie courante du « Principe féminin », cette façon de présenter la vie et l'expérience de la vie sous un autre aspect, celui de la « féminité », de la sensibilité. Est-il possible d'atténuer ce constat en notant qu'il n'existe pas de différence significative dans les lectures des collégiens et des collégiennes au sujet de l'histoire, la géographie, la sociologie, l'anthropologie, la philosophie, les religions, les doctrines et les idées ?

La différence entre les garçons et les filles se retrouve au niveau du secondaire V[21]. Les filles préfèrent les romans; les garçons, les ouvrages de science fiction. Entre 1967 et 1979, il est intéressant de prendre note que la science fiction semble avoir supplanté les ouvrages scientifiques qui ont glissé du second rang en 1967 au troisième en 1979. Est-ce une autre manifestation des difficultés rencontrées dans l'enseignement des sciences ? C'est tout au moins une piste d'explication à explorer parmi d'autres.

L'enquête de Chambly permet de faire ressortir un autre aspect intéressant. La comparaison des résultats de 1979 et de 1967 n'est guère encourageante. On voit que le nombre des élèves de secondaire V qui ne lisent pas a doublé et que le nombre de « gros lecteurs » a diminué de plus de moitié. Cette tendance très fragmentaire — à cause de la taille de l'échantillon — n'irait pas dans le sens de l'étude de Raymond Hould qui apporte un démenti à ceux qui se disent convaincus que les jeunes lisent moins qu'autrefois. Il convient toutefois de préciser que la conclusion de Hould est le fruit d'une interprétation des données obtenues à la suite d'une recherche minutieuse et non d'une comparaison objective entre deux époques.

En revenant à l'étude réalisée auprès des collégiens de six institutions collégiales[22], nous constatons que le cinéma en salle n'arrive qu'au cinquième rang parmi les loisirs préférés des jeunes, avec 7,7%. Cela représente, jusqu'à un certain point une surprise de taille. Bien sûr, nous savions que ce médium subit la concurrence de la télévision et de ses nombreux films. Mais nous aurions cru que le « visionnement » d'un film, dans un contexte inégalé, conservait encore un attrait certain. Alors que, pour les générations précédentes, le cinéma était une occasion de sortir de la maison, il serait devenu aujourd'hui un simple moyen occasionnel de distraction, rarement un médium culturel.

Le constat vaut également dans le cas des jeunes de l'école secondaire, comme l'indique l'intéressante étude de Chambly[23]. La minceur de l'échantillon (175 élèves de six écoles) est compensée par la grande pertinence des questions et par la double cueillette des données en 1979 et en 1967. En douze ans, le nombre d'élèves de secondaire V qui se désintéressent du cinéma en salle a doublé. Plus du quart des répondants (27,4%) n'ont vu aucun film en 1979 alors que la moitié se sont contentés d'un ou de deux films. Quant au contenu, en 1979 comme en 1967 le film de science-fiction poursuit sa domination. En 1979, le film préféré des étudiants de secondaire V de six écoles polyvalentes fut « Vol au-dessus d'un nid de coucou » (14,9%); puis, loin derrière, « Rencontre du troisième type », « Rocky », « Jaws..., « L'autre versant de la montagne », « Greace » et « 1900 ». Cette liste contient des surprises, des films très sérieux et difficiles alternant avec des productions surtout divertissantes. Le film comique est d'ailleurs un genre qui vient au quatrième rang seulement. Est-on en présence d'un autre indice qui illustre que la jeunesse sait occuper ses loisirs ?

En ce qui a trait à la télévision, un fait saillant retient particulièrement l'attention. C'est une forme de loisir qui intéresse davantage les jeunes de l'école secondaire, en particulier les garçons. Les études du Conseil de la langue française[24], qui permettent une comparaison directe, établissent à 12 heures par semaine le temps consacré à la télévision chez les jeunes de secondaire IV et V et à 9 heures 30 minutes dans le cas des collégiens. Les autres études disponibles tendent à révéler un écart encore plus considérable. L'enquête de la Fédération des collèges du Québec[25], qui s'est étendue à plus de 4 000 cégépiens représentant 18 institutions, fixe l'écoute de la télévision à 7,6 heures seulement. L'enquête de Chambly montre que plus de la moitié des élèves de secondaire V passent, en 1979 comme en 1967, de deux à trois heures par jour devant la télévision, soit de 14 à 21 heures par semaine. Une autre enquête auprès d'un vaste échantillon d'élèves montréalais de secondaire IV et V arrive pratiquement aux mêmes résultats que l'étude du Conseil de la langue française.

Pour revenir à l'enquête menée à Chambly, il est intéressant de relever que les élèves de secondaire V synthonisent d'une façon égale les canaux 10 (34,9%) et 2 (Radio-Canada) (35,4%), le canal 12 anglais ne retenant l'attention que de 9,7% des jeunes. Ce dernier chiffre est comparable aux dernières données obtenues grâce à l'étude faite par la firme Multi-Reso pour le compte de Radio-Québec. Ce pourcentage est venu rassurer ceux qui craignaient que les francophones soient branchés en très grand nombre sur la télévision anglophone.

Ce sont les films présentés à la télévision qui, en 1979 comme en 1967, se situent au sommet du palmarès des émissions préférées. Le sport a gagné un rang depuis 1967, venant maintenant au deuxième échelon. Est-ce un indice qui vient contredire le constat du caractère actif des loisirs des étudiants ? Les téléromans suivent un cheminement inverse, se classant au troisième rang en 1979. Les émissions d'information demeurent en dernière place, aujourd'hui comme hier. On n'est pas surpris non plus de voir que 81,3% des garçons regardent le sport comparativement à seulement 18,8% des filles. Il est assez intrigant d'apprendre que les jeunes de classe aisée préfèrent le cinéma au téléroman, contrairement aux goûts des jeunes de milieux défavorisés.

Comment se comportent les jeunes collégiens ? La différence semble significative :

> Les émissions les plus fréquemment regardées sont, dans l'ordre, les films, les bulletins de nouvelles et les émissions d'affaires publiques. Puis viennent les émissions de variétés, les émissions traitant de science et les émissions de sport. Ce que l'on écoute le moins, ce sont les émissions traitant de sujets historiques, les concerts et les téléthéâtres, les téléromans.[26]

Même si les questions posées respectivement aux collégiens et aux élèves de secondaire V n'utilisent pas une formulation identique, il est assez évident que les collégiens ont une conception de la télévision qui va au-delà du loisir-divertissement. On semble faire alterner les émissions éducatives, culturelles et divertissantes.

LA MUSIQUE

L'un des critiques de la poésie de Neiligan lui reprochait de n'être que de la musique. C'était s'éloigner beaucoup de la théorie de Verlaine qui réclamait « de la musique avant toute chose »[27]. Voilà un leitmotiv tout désigné pour décrire le rôle que joue la musique dans la vie des jeunes. Cette frénésie qui pousse bon nombre d'entre eux à ne pas se déplacer dans la rue sans écouteurs a d'abord pour nom le rock.

> Le rock aborde sa maturité avec un ricanement d'adolescent. D'un pied rythmé il passe le cap des années 1980 sans le moindre signe de fatigue. Chaque fois qu'on l'a dit installé, qu'on l'a cru fini, ramolli et affadi par l'industrie du spectacle, il a retrouvé sa forme première, élémentaire et sauvage. Celle où s'affirme l'identité et la révolte d'une génération. **Car c'est ça le rock : la respiration d'une jeunesse en rupture**. Les temps ont changé, les générations se sont succédées, la rébellion a renouvelé son contenu; mais le rock a toujours été porteur du même cri.[28]

D'après les standards commerciaux américains[29], la musique rock distance largement ses concurrents avec 41,7% des ventes de disques, laissant loin derrière la musique pop avec 13,1%, country avec 10,2%, disco avec 9,0%, soul avec 8,0%, jazz avec 3,8% et classique avec 3,4%. Ces données ne reflètent pas nécessairement la popularité exacte des divers genres de musique. Certains n'ont guère besoin du médium des disques pour faire leur chemin. Le disco possède ses sanctuaires; le jazz s'appuie sur des boîtes et leurs disciples fidèles. Il faudrait également tenir compte de la consommation musicale qui se fait à la radio. Sans oublier que la classification établie par Zalkind, l'auteur de « Contemporary Music Almanac 1980-1981 », soulève forcément des interrogations. Où se situe le New Wave là-dedans ? Où est placé le blues ? Avec la musique rock ? Mais dans l'ensemble, il n'est pas téméraire d'avancer avec un journaliste du Nouvel Observateur que le disco, le rock heavy et le new wave sont la musique des jeunes.

Quoi qu'il en soit, pour bien des adultes, c'est tout un monde que d'entrer dans le monde de la musique des jeunes quand on a dépassé la trentaine. Du disco qui

vous assourdit dès que vous entrez dans une discothèque au reggae et au soul-disco en passant par le heavy rock vous êtes en présence de rythmes qui propulsent les jeunes dans un univers où ils peuvent à loisir être à la recherche d'eux-mêmes. La musique est le lieu où des idoles décryptent pour eux la signification d'expériences qui leurs sont communes. C'est également l'occasion de donner suite au besoin d'authenticité et de créer des contacts avec les autres. C'est aussi parfois le moyen d'exprimer une agressivité et une violence en rupture avec le monde adulte. Une journaliste française qui rapportait les paroles d'une chanson de rockers en semblait outrée : « Ils n'ont même pas idée les parents, les profs, les zombis politiques, des paroles apprises par coeur qu'ils peuvent hurler, leurs gosses, quand le lycée organise un concert. Des paroles en français, chantées par des filles et des garçons qui leur ressemblent, avec des mots urgents, des mots de maintenant »[30].

L'achat de disques demeure un bon indice de l'intérêt porté à la musique. À cet égard, l'enquête auprès de 175 étudiants de secondaire V, à la Commission scolaire de Chambly[31], présente un tableau assez étonnant quand on connaît le prix des disques. Le quart des répondants avaient acheté, dans les derniers douze mois, plus d'une dizaine de disques; 14,3% s'en étaient procurés de 7 à 9; 17,1% de 4 à 6. Le tiers se sont contentés d'une consommation réduite variant de un à trois, alors que 11,4% n'en avaient acheté aucun.

Ce qui est moins étonnant, en revanche, c'est la nette préférence des jeunes garçons pour le Disco et le Rock heavy. Les jeunes filles choisissent d'abord les chansonniers. Le Rock apporte aux jeunes le moyen de crier leur différence. Tout y passe : leurs fantasmes et leurs obsessions. D'aucuns s'inquiètent de l'engouement pour le disco : « Mais au-delà de tout cela, le Disco ne serait-il pas aussi le lieu du conservatisme, de l'individualisme, de la consommation stéréotypée où les participants ont l'impression d'être libres, d'avoir une personnalité propre alors que tous font à peu près la même chose »[32].

LA CONSOMMATION DES DROGUES EST-ELLE À LA HAUSSE ?

Il serait difficile de s'interroger sur les jeunes et leur temps de loisir sans faire allusion à l'un des sujets qui continue de faire les manchettes de l'actualité. Nous le ferons en nous contentant, pour l'instant, de poser une seule question : où en est la consommation des drogues chez les jeunes de 15 à 20 ans ?

Au début des années 70, les études se sont multipliées pour essayer de cerner l'ampleur d'un phénomène qui semblait avoir toutes les dimensions d'un fléau social presque impossible à enrayer. En mars 1970, le ministère de l'Éducation diffusait, avec la collaboration du Département de Pharmacologie de l'université Laval, une recherche sur « Les étudiants du Québec et les drogues hallucinogènes »[33]. On y apprenait que 9,7% des 8 518 répondants avaient fait au moins une fois l'expérience des inhalants de type colle, ou des dérivés du cannabis (marijuana, haschisch), ou

des substances du type LSD. Environ 80,0% d'entre eux avaient connu une première expérience en 1967 ou en 1968. Au niveau de l'école secondaire (IV et V), 4,8% des répondants francophones avaient utilisé des inhalants; 3,6% les dérivés du cannabis; 0,7% les substances du type LSD. Au niveau collégial, les proportions s'établissaient respectivement à 4,0%, 7,5% et 1,6%. Dans la description du portrait-robot de l'adepte des drogues hallucinogènes, l'étude spécifiait qu'« au plan des loisirs, il n'est pas sportif, mais plutôt intellectuel et s'intéresse surtout à la lecture et aux arts ».

Une étude récente (novembre 1980) auprès de tous les élèves d'une grande école polyvalente de la région de Québec[34] révélait que 18,0% des 2 323 répondants venant du secondaire III, IV et V consomment régulièrement des drogues légères comme la marijuana et le haschisch, alors que 3,0% faisaient de même pour des drogues fortes (acide, cocaïne, mescaline). Ces données ne tiennent même pas compte de ceux et celles qui consomment des drogues de façon occasionnelle ou qui ont essayé par curiosité ou pour faire comme les autres. Le phénomène des drogues concernerait alors 45,0% des jeunes de cette école polyvalente regroupant les élèves du second cycle. Il s'agit là d'une proportion à laquelle il faut ajouter 12,0% d'inhalants de type colle, si l'on veut conserver la possibilité de comparer avec l'étude du ministère de l'Éducation publiée en 1970. Les auteurs de l'étude précisent que la situation observée à la polyvalente n'est pas pire que celle des autres écoles secondaires du Québec. Les données recueillies rejoindraient, ajoutent-ils, celles de l'enquête effectuée en 1976 par la Commission des écoles catholiques de Montréal (C.E.C.M.) auprès des élèves de ses écoles secondaires. Une autre étude menée dans les écoles polyvalentes de la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean va dans le même sens[35].

La consommation des drogues ne serait donc plus une mode passagère mais une pratique solidement implantée chez une minorité importante de jeunes de l'école secondaire. C'est un changement notable qui demeure toutefois à vérifier. **D'abord** en faisant le point des études récentes sur le sujet. La situation prévalant chez les jeunes d'une école polyvalente de la région de Québec est-elle le reflet exact de la jeunesse québécoise ? **Ensuite** en examinant si l'étude du ministère de l'Éducation mentionnée ici correspond bien à la situation décrite dans les nombreuses enquêtes menées il y a une dizaine d'années.

Mais il est déjà possible de faire l'hypothèse que la situation observée à l'échelle d'une école ne représente pas une exception à la règle mais une illustration d'une tendance générale. L'étude réalisée en 1978 auprès d'un vaste échantillon d'adolescents francophones de la région de Montréal vient supporter une telle hypothèse[36]. Près de 20,0% des répondants de secondaire IV et V affirment avoir des amis qui prennent régulièrement de la drogue. La question n'a pas la précision de l'enquête effectuée dans l'école polyvalente de la région de Québec mais la donnée concorde bien avec les résultats obtenus à cet endroit.

Peu importe le tableau à venir, il est déjà temps de s'étonner des « progrès » réalisés dans la consommation des drogues fortes, « progrès » qui ne manquent pas de susciter une certaine inquiétude. Faut-il rappeler ce résultat de l'enquête auprès des élèves d'une école polyvalente, révélant que 3,0% des répondant consomment régulièrement des drogues fortes, que 5,0% en prennent quelques fois par mois,

que 10,0% en ont déjà fait l'essai à quelques reprises[3]. En ce qui regarde la consommation des drogues légères (marijuana, haschisch), chacun a le loisir d'interpréter les effets du phénomène. Les travaux d'une importante Commission d'enquête (LeDain) ont abouti à la recommandation de légaliser les dérivés du cannabis. Mais, plus récemment, des recherches ont semblé faire revivre le débat sur les effets nocifs de ces drogues. Un magazine comme l'**Actualité**[34], sous la plume d'un journaliste réputé dans les milieux scientifiques, a fait écho d'une façon sympathique à la version alarmiste du débat. Est-il nécessaire de préciser que l'article n'a pas fait l'unanimité des spécialistes de la question des drogues ?

UNE JEUNESSE EN QUÊTE DE SENS ?

Aux alentours de 1965, l'enquête de Rioux et Sévigny sur les « nouveaux citoyens » de 18 à 21 ans révélait un taux élevé de pratique religieuse, 78,1% des jeunes affirmant assister régulièrement à la messe du dimanche[35]. Ce comportement ne s'accompagnait pas moins d'un certain malaise face au phénomène religieux. Quand on leur demandait dans quelles circonstances ils étaient le plus satisfaits d'eux-mêmes, la dimension religieuse de leur vie apparaissait comme l'une des plus problématiques. Seulement 52,5% des répondants se disaient très satisfaits d'eux-mêmes quand ils pensaient à leur vie religieuse. Par comparaison à des pourcentages de 75,7%, 60,0 et 68,4 face aux réalités de la famille, du travail ou de la participation à des associations ou des mouvements divers. En outre, à une autre question, on dénombrait 42,7% des jeunes qui croyaient qu'ils seraient moins religieux que leurs parents.

Depuis cette époque, il a coulé beaucoup d'eau sous les ponts dans le domaine religieux comme dans bien d'autres. La nouvelle catéchèse a remplacé le petit catéchisme. On ne s'adresse plus aux membres d'une chrétienté ou d'un Corps mystique mais à des « êtres en quête de sens ». La religion a cédé la place au langage pluraliste du Concile oecuménique. L'enseignement des religions coexiste avec l'école catholique. Les sectes religieuses semblent susciter un certain engouement chez les jeunes.

Ces transformations amènent une foule de questions sur le développement spirituel des jeunes et sur leur soif religieuse. Un article de Louis Racine, datant de 1976, en illustre un certain nombre :

> Le jeune Québécois est-il athée ou en voie de le devenir ? Serait-il... religieux sans être chrétien ou, inversement, un chrétien sans religion ? Son adhésion à certaines valeurs dites chrétiennes en fait-elle un chrétien anonyme qu'il suffit de révéler à lui-même ? Le contexte religieux québécois en a-t-il fait un chrétien « sociologique » qu'il faudrait évangéliser et instruire pour en faire sans doute « un chrétien théologique » ? Est-il indifférent à la religion de telle sorte qu'on ait raison d'en rester avec lui au plan humain ? Les lacunes de son éducation religieuse en font-elles une sorte de chrétien déficient dont la guérison serait dans la normalité ecclésiale ? À l'inverse, ne serait-il pas en train, dans une sorte d'underground religieux, de créer une nouvelle religion, de réinventer la foi, d'instaurer une nouvelle Église ?[36]

Quelle place occupe la religion dans la vie des jeunes ? Divers témoignages d'éducateurs font état depuis trois ou quatre ans d'une sensibilité nouvelle des jeunes à l'égard du phénomène religieux : « En ce qui concerne le fait religieux, je découvre des élèves beaucoup plus ouverts, plus motivés, plus intéressés, surtout si le spirituel et le religieux se trouvent mêlés au culturel »[41].

Cette sensibilité nouvelle s'éloignerait de la participation aux rites. Une enquête sommaire réalisée au Collège de Rosemont[42] montre que 26,0% des étudiants se disent croyants et pratiquants; 53,0% croyants mais non pratiquants; 7,0% se disent incroyants mais s'intéressent quand même au phénomène religieux; 8,0% ne sont ni croyants ni intéressés au phénomène religieux; 6,0% enfin sont intéressés à l'ésotérisme, sans qu'on sache s'ils sont croyants ou non.

C'est probablement en référence à ce genre de résultats que Hughes Dionne intitulait un article « La dualité québécoise du jeune Québécois » : « On privilégie des cheminements intuitifs en référence à ce que l'on vit »[43]. La religion se rattache à la quête d'identité. Elle semble d'abord être vue comme une recherche de sens qui se fait souvent par une distanciation de la religion traditionnelle et par une réappropriation des règles auxquelles on entend se soumettre. Dans le langage d'un étudiant de secondaire V, cela s'exprime ainsi : « On garde la religion mais on l'interprète à sa façon ». Ce qui faisait dire à Louis Racine : « Du point de vue théologique, le jeune apparaît, non pas d'abord comme un athée, un indifférent, un chrétien anonyme, etc., mais comme un être en quête d'autonomie religieuse. Cette autonomie se manifeste face aux croyances, aux rites, aux connaissances religieuses qu'on veut lui inculquer »[44].

La découverte du sens ou du fait religieux se fait également par un engagement dans la réalité sociale, via une insertion dans des groupes comme le Mouvement d'étudiants chrétiens du Québec, la Jeunesse étudiante chrétienne, le Réseau des politisés chrétiens, etc. Les jeunes qui militent dans ces mouvements se situent dans « un groupe de chrétiens qui prennent réellement parti pour les pauvres, qui sont engagés au coeur de la lutte des pauvres et qui vivent de cette façon leur foi et leur libération »[45].

Mais au-delà de cette expression sociale de la croyance religieuse et au-delà d'une appropriation très individuelle du fait religieux, ne reste-t-il pas une vaste zone encore mal connue qui est celle d'une simple ouverture tâtonnante vers la transcendance ? Il faudrait probablement aller voir du côté de la population croissante des techniques axées sur la Connaissance de soi. L'être occidental est de plus en plus à la recherche d'une prise de conscience de soi, dans toutes ses dimensions, corporelle, psychique, etc. Il faudrait voir dans cet attrait des philosophies lointaines d'Orient la part qui appartient au domaine spirituel.

CONCLUSION

Que tirer de ces quelques données sur les loisirs des jeunes ? D'abord qu'elles révèlent nombre de trous qui brillent de toutes les lueurs de leur absence. C'est ainsi que les études ont oublié de chercher à voir s'il y avait encore des jeunes qui aimaient pêcher, chasser, faire la cuisine, broder, bricoler. Sur les jeunes et les loisirs, le point zéro a franchi le degré Celsius et tend vers le zéro Farenheit. C'est un domaine où s'applique bien la réflexion de André Haim qui se demandait il y a dix ans : « En l'état actuel des recherches, que savons-nous de l'adolescence ? » En savons-nous plus aujourd'hui ? Non, si non que les jeunes ont changé. Mais à quelle jauge le mesurer ? Pour l'instant, presque encore à nos seules impressions.

En dépit de cette situation, il ressort assez clairement que subsiste une continuité dans les loisirs de la jeunesse d'aujourd'hui et d'hier. Le sport conserve une place de choix. Les habitudes de lecture ne semblent pas aussi en perte de vitesse qu'on le disait. Mais les éléments de rupture sont importants. Le cinéma a vu sa cote décroître d'une façon irrémédiable. Et surtout la musique semble avoir supplanté toutes les autres formes de loisir. On a le goût d'écouter de la musique, sinon d'en faire. Et il faut également se rendre compte que les nouvelles habitudes de consommation des jeunes semblent réserver une place de choix à la drogue.

NOTES

LES LOISIRS DES JEUNES

1. André Rufiange, « À en pleurer... », *Le Journal de Québec*, 9 novembre 1981.
2. Nathalie Petrowski, « Vie et mort du mouvement punk ou le déclin de la civilisation occidentale », *Le Devoir*, 9 novembre 1981.
3. *Idem.*
4. *Idem.*
5. *Idem.*
6. Dans *La Presse*, 12 septembre 1981.
7. *Le Devoir*, 28 février; *Le Soleil*, (?).
8. *Ressources et pratiques pédagogiques*, Rapport final d'une recherche réalisée dans un ensemble de collèges du Québec au printemps 1978, Fédération des collèges du Québec, février 1980, p. 79.
9. Nicole Côté, *À propos des étudiants d'ici*, Profil social, profil scolaire et cheminement académique, Cégep Saint-Jean-sur-Richelieu, juin 1979, pp. 9-10.
10. Roland Geiser et autres, *Enquête sur l'intégration de l'audio-visuel en situation d'apprentissage*, Rapport d'étape portant sur les résultats d'un sondage et d'entrevues auprès des étudiants de six collèges de la région de Montréal, Saint-Jean-sur-Richelieu, janvier 1978.
11. Nicole Côté, *op. cit.*
12. René Larouche et Paul Godbout, *La pratique de l'activité physique de type parascolaire au niveau collégial*, Haut Commissariat à la jeunesse, aux loisirs et aux sports, Québec, 1978.
13. *Idem.*

14. Jean-François Saucier et Mireille Steinberg, *Adolescents et prévention*, Rapport préliminaire, Département de Psychiatrie, Université de Montréal, et Centre de Recherche Pédiatrique, Hôpital Sainte-Justine, Montréal, mars 1979.
15. Roland Geiser et autres, *op. cit.*, pp. 22-23.
16. *Ressources et pratiques pédagogiques*, *op. cit.*, tome I.
17. Pierre Georgeault, *Conscience linguistique des jeunes Québécois*, tome II, Conseil de la langue française, Québec, 1981, p. 34.
18. Édith Bédard et Daniel Monnier, *Conscience linguistique des jeunes Québécois*, T. I, Conseil de la langue française, Québec, 1981, p. 35.
19. Jan Palkiewicz, *Comportement culturel des étudiants du secondaire V*, Saint-Lambert, Commission scolaire de Chambly, avril 1979, p. 17.
20. *Ressources et pratiques pédagogiques*, *op. cit.*, p. 199.
21. Jan Palkiewicz, *op. cit.*
22. Roland Geiser et autres, *op. cit.*, pp. 22-23.
23. Jan Palkiewicz, *op. cit.*, pp. 23-24.
24. Georgeault, Bédard, Monnier, *op. cit.*, p. 35 et p. 32.
25. *Ressources et pratiques pédagogiques*, *op. cit.*, p. 9.
26. *Idem*, p. 276.
27. Propos tenus à *Radio-Québec*, le 24 décembre 1981, dans le cadre d'une émission portant sur le poète Nelligan.
28. Mariella Righini, « 1980 : l'explosion du Rock », *Le Nouvel Observateur*, n° 790, du 31 décembre au 6 janvier 1980.
29. Gabriel Côté, « Le rock des guides et almanachs », *Le Soleil*, 14 novembre 1981.
30. Mariella Righini, *op. cit.*
31. Jan Palkiewicz, *op. cit.*
32. Marcel Boulais, « Le disco ou l'individu traqué », *Vie Ouvrière*, vol. 30, n° 143, mars 1980.
33. Daniel Monnier, *Les étudiants du Québec et les drogues hallucinogènes*, Documents Études et Recherches, 2.02, ministère de l'Éducation, mars 1970.
34. Damien Gagnon, « Plus le jeune vieillit, plus il consomme drogue et alcool »; « L'école, pas un nid de drogue », *Le Soleil*, 28 novembre 1981.
35. « Au niveau secondaire, 40,0% des étudiants consomment de la drogue et de l'alcool », *Le Quotidien*, 28 décembre 1981.
36. Jean-François Saucier et Mireille Steinberg, *op. cit.*, p. 107.
37. Damien Gagnon, *op. cit.*
38. Pierre Sormany, « Le rapport Le Dain a tort : la marijuana est nocive », *Actualité*, octobre 1981.
39. Rioux et Sévigny, *op. cit.*, Appendice, Tableau 11 et Tableau 18.
40. Louis Racine, « Le vécu religieux des jeunes : quête d'autonomie », *Cahier de pastorale scolaire*, n° 6, février 1976.
41. Guy Boulizon, « Art traditionnel et religion. Quelques réflexions d'étudiants », *Communauté chrétienne*, vol. 18, n° 106.
Voir aussi Jean Martel, « Vers la disparition des sciences des religions », *Le Soleil*, 6 février 1979; « Des étudiants du collégial veulent approfondir leur foi », *Le Soleil*, 14 mars 1979.
42. Bernard Rivière, *La religion dans la conscience d'un cégépien*, Rapport d'enquête présenté à la direction générale du Collège de Rosemont, mai 1979, 8 p.
43. Hugues Dionne, « La dualité religieuse du jeune Québécois », *Cahier de pastorale scolaire*, n° 6, février 1976.
44. Louis Racine, *op. cit.*
45. Marcel Arteau, « Des étudiants à contre-courant ? Le Mouvement d'Étudiants Chrétiens du Québec (MECQ) », *Relations*, n° 455, janvier 1980.
Paul-Émile Charland, « Les mouvements de jeunesse », *Vie Ouvrière*, vol. 27, n° 115, mai 1977.

CONCLUSION

Chacun connaît plusieurs jeunes. Chacun est enclin à projeter, à partir d'eux, une image globale de la jeunesse d'aujourd'hui et, partant, de penser connaître les jeunes. Les quelques données que nous avons rassemblées et présentées de façon aussi cohérente que possible suffisent pourtant à montrer la distance qui nous sépare d'un portrait précis et nuancé des jeunes Québécois de 15 à 20 ans. D'autant plus que d'aucuns n'hésitent pas à dire qu'une génération de jeunes ne dépasse guère cinq ans. Aussi bien affirmer que la tâche de tracer ce portrait obéit au mouvement perpétuel.

Les pages qui précèdent, avec leurs données parfois vieillies[1], avec leur silence fréquent au sujet des jeunes qui ne sont plus aux études, avec leur oubli volontaire de dimensions importantes d'un profil socio-culturel, fournissent encore peu de réponses. Les conclusions sûres sont clairsemées et presque toujours sujettes à être confirmées ou infirmées par des recherches ultérieures.

Et pourtant la synthèse esquissée apporte déjà certaines hypothèses d'interprétation sur les attentes et les attitudes des jeunes de 15 à 20 ans. À certains égards, on s'aperçoit rapidement qu'il s'agit bien des enfants de leurs parents. On relève bien des **éléments de continuité** qui apparaissent particulièrement à travers l'attachement à certaines formes de loisir ou à travers une partie de la vision du monde du travail. C'est que la quête d'autonomie des jeunes doit composer avec le poids des modèles adultes. Il n'est pas étonnant de retrouver chez les jeunes bien des survivances, voire des vestiges du monde adulte. Dans une société de consommation, pour prendre cet exemple, il n'est facile pour personne de désapprendre à consommer d'une façon effrénée. Et les jeunes ne consomment pas que des systèmes de son.

À d'autres égards, **les points de rupture** avec les valeurs adultes deviennent relativement visibles. La musique et les drogues font partie d'un nouvel art de vivre marqué par le besoin d'expérimenter. Le souci d'être ensemble, allié à la primauté du moi individuel, ainsi que le goût de vivre dès maintenant et le désir de ne pas s'en remettre à la seule voie rationnelle de la pensée représentent d'autres facettes de ces nouveaux modes de vie.

À d'autres égards encore, les jeunes semblent engagés dans une démarche de **renouvellement** qui ne leur appartient pas en propre. Que ce soit au plan de l'activité politique ou du vécu religieux, les jeunes participent, au même titre que bien des adultes, à des essais de mise en place de nouvelles éthiques. C'est l'espoir de dépasser la religion institutionnelle et la politique partisane. Ces perspectives de renouvellement nous éloignent passablement de diagnostics sombres sur la jeunesse : « Pas de passé, peu d'avenir ». Elles s'inscrivent plutôt dans la ligne d'un slogan qui traduit bien les projets de beaucoup de jeunes : « Réussir sa vie et non réussir dans la vie ».

L'esquisse de profil socio-culturel des jeunes de 15 à 20 ans permet donc de donner plus de consistance aux points de repère qui guident habituellement les perceptions des adultes à l'égard des jeunes. Ces repères ont pour mots-clef : dépolitisation, déracinement, indifférence; ou selon un autre registre plus optimiste : dynamisme, idéalisme, effervescence. Au fil des données utilisées, on peut même commencer à entrevoir les enjeux importants qui accompagnent l'évolution des jeunes :

refus de toute forme d'embrigadement, mise au rancart de vieilles dichotomies telle « individuel-collectif », redéfinition des rapports avec la technologie, les institutions, la communauté.

Mais il importe de redire que les avenues qu'empruntent les jeunes passent toujours par la quête de soi, cette soif incessante d'élargir les frontières de la connaissance de son être. Il ne s'agit pas d'égocentrisme, mais d'intégrité et d'authenticité en toute chose : « Partir du moi ne signifie pas être égoïste. Cela veut dire qu'on se fonde sur l'homme et la nature plutôt que sur les prémisses artificielles posées par l'État-entreprise, comme le pouvoir et le **status**. Il ne s'agit pas de renforcer l'ego, mais d'affirmer une subjectivité radicale en vue de retrouver les valeurs authentiques dans un monde où les valeurs officielles sont factices ou faussées »[2]. Il ne saurait être question non plus d'un refus de l'engagement social et politique. L'élaboration d'un nouveau mode de vie se confond désormais avec l'édification de la Cité.

C'est afin de mieux saisir les contours de cette évolution des jeunes qu'il faudra aboutir à un profil socio-culturel qui démarque bien l'univers des jeunes et des adultes, les jeunes d'ici et d'ailleurs, ceux des milieux urbain et rural. Comme il faudra parvenir à bien distinguer les niveaux de réalités : les jeunes face à eux-mêmes, les jeunes face à autrui et aux choses qui les entourent, les jeunes face aux institutions. Comme il faudra également arriver à situer les divers courants culturels qui s'expriment chez les jeunes comme chez les adultes. Les valeurs des jeunes de la contre-culture ou de la « culture d'à côté », pour reprendre l'heureuse expression de Lise Bissonnette[3], diffèrent nécessairement, en partie du moins, de celles des jeunes enlisés dans les marais de la délinquance.

NOTES

CONCLUSION

1. En l'absence de données très récentes, beaucoup d'études un peu vieillies s'avèrent cependant encore grandement utiles pour mieux comprendre les jeunes de 15 à 20 ans. Nous trouvons d'ailleurs, pour notre part, un peu exagéré le point de vue de ceux qui croient au renouvellement des générations de jeunes à tous les cinq ans.
2. Charles Reich, *op. cit.*, p. 239.
3. Lise Bissonnette, « Tant pis pour les pleureuses », *Le Devoir*, 21 novembre 1981.